



NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

69791



Distr.
LIMITÉE

E/ECA/UNCTC/6
20 août 1984

FRANCAIS

Original :
~~ANGLAIS~~

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Unité mixte CEA/CST sur les sociétés
transnationales

Division des questions commerciales et
financières internationales

**LES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES DANS L'INDUSTRIE
DU CUIVRE EN ZAMBIE**

Document technique

Le présent document a été établi par un consultant de l'Unité mixte CEA/CST sur les sociétés transnationales de la CEA. Les vues qui y sont exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles des Nations Unies.

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE	PARAGRAPHES
INTRODUCTION	1 - 2
I DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES D'EXTRACTION DU CUIVRE EN ZAMBIE	3 - 40
A. Aperçu historique	4 - 8
B. L'avènement des sociétés transnationales dans l'industrie du cuivre	9 - 15
C. Techniques modernes de prospection	16 - 21
D. Autres faits marquants de l'industrie minière	22 - 28
E. Montée des sociétés transnationales tendance oligopolistique dans l'industrie du cuivre	29 - 40
II PRODUCTION ET TRANSFORMATION DU CUIVRE EN ZAMBIE ET DANS LE MONDE	41 - 53
A. Méthodes d'exploitation	41 - 46
B. Répartition géographique de la production du cuivre	47 - 48
C. Utilisations du cuivre	49 - 53
III LE ROLE DU CUIVRE DANS L'ECONOMIE ZAMBIENNE	54 - 58
IV REPARTITION DES COUTS ET AVANTAGES DE L'INDUSTRIE DU CUIVRE .	59 - 97
A. Commercialisation du cuivre	60 - 65
B. Taxation dans l'industrie du cuivre avant 1970	66 - 81
C. Législation postérieure à 1970	82 - 97
V CONSEIL INTERGOUVERNMENTAL DES PAYS EXPORTATEURS DE CUIVRE (CIPEC)	98 - 102
VI CONTROLE ET PARTICIPATION DE L'ETAT DANS L'INDUSTRIE DU CUIVRE	103 - 120
A. Termes de la nationalisation	110 - 119
B. Annulation des contrats de gestion et de vente	120
CONCLUSION	121 - 126

INTRODUCTION

1. L'objet de la présent étude est d'analyser les activités des sociétés transnationales dans l'industrie du cuivre en Zambie afin d'en déterminer :

- a) les facteurs qui régissent les coûts et profits et;
- b) ceux qui déterminent les processus de négociation dans ce secteur industriel.

2. Cette étude a été réalisée, pour l'essentiel, sur la base d'informations obtenues de sources primaires, notamment de documents officiels sur l'industrie de l'exploitation du cuivre en Zambie, et des ouvrages historiques disponibles sur le pays, ouvrages au demeurant riches en renseignements utiles sur l'industrie du cuivre. Ces renseignements auraient été incomplets sans les dernières données en date que nous avons pu recueillir sur les récentes activités concernant l'industrie minière en général, et celle du cuivre en particulier. Nous avons dû également consulter plusieurs annuaires de l'industrie extractive, rapports annuels et autres documents officiels, en plus des entretiens que nous avons eus avec certaines autorités. En ce qui concerne ces derniers, la méthode d'enquête qui s'est avérée la plus convenable fut celle des entretiens personnels avec des groupes à composition non limitée, car le recours à la méthode des questionnaires n'aurait permis d'élargir et d'approfondir les différentes questions abordées et ce, compte tenu surtout du caractère technique que revêt notre sujet.

CHAPITRE I

DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES D'EXTRACTION DU CUIVRE EN ZAMBIE

3. C'est grâce aux explorateurs, missionnaires et commerçants que l'on a su l'existence de gisements de cuivre en Afrique centrale vers la fin des années 1880, époque à laquelle les puissances européennes se partageaient arbitrairement le continent africain.^{1/} Cecil John Rhodes, qui a prêté son nom à la Rhodésie du Sud, aujourd'hui Zimbabwe et à la Rhodésie du Nord, rebaptisée Zambie, avait obtenu, grâce à divers intermédiaires, des concessions minières des chefs locaux, concessions dont il s'est autorisé pour prétendre à la propriété des droits d'exploitation minière en Zambie et que sa société, la British South Africa Company, a retenus jusqu'à l'accession du pays à l'indépendance, en 1964.^{2/}

A. Aperçu historique

4. La prospection minière était dominée tout au début par deux types de chercheurs : le prospecteur indépendant, brave homme, intelligent, laborieux et qui, bien que son niveau d'instruction ne fût pas souvent assez élevé,

^{1/} H.M. Hole, The Making of Rhodesia, London, MacMillan, 1926, p.3

^{2/} De nombreux récits ont été écrits sur la propriété et la légalité du droit de la British South Africa Company sur les produits miniers; voir l'ouvrage intitulé "British South Africa Claims to Mineral Rights" Livre Blanc, publié par le Gouvernement de la Rhodésie du Nord, Lusaka, 1964, et Muna NDulo, in "Mining Rights in Zambia", University of Oxford, (Thèse de doctorat, 1976).

n'avait pas moins tout de même une connaissance assez solide des roches et des minéraux. 3/ Le second, quant à lui, était très souvent le déchet de quelque "Public School" d'Angleterre, bien éduqué mais pas particulièrement habile et qui, quoiqu'il fût d'habitude assez bien équipé et disposât de ressources financières et de capitaux suffisants, ignorait presque tout des minéraux, de l'exploitation minière, pour ne rien dire du pays où il menait ses activités. 4/

5. C'était des prospecteurs de ce genre, surtout ceux appartenant à la seconde catégorie, que les sociétés d'exploration recrutèrent et les plaçaient sous la supervision directe des géologues et ingénieurs des mines. Les travaux d'excavation, entrepris par les sociétés, commençaient une fois que ces prospecteurs annonçaient la découverte de gisements. Ainsi, leur tâche consistait dans une grande mesure, à localiser d'anciens gisements, à recueillir des renseignements auprès des populations locales et à entreprendre les travaux sur le terrain une fois établis les faits concernant leurs découvertes. 5/ Brooks, l'un des tout premiers prospecteurs en Zambie, raconte qu'il fallait, très souvent, soudoyer les populations indigènes pour qu'elles dévoilent le secret de l'emplacement des anciennes exploitations. 6/ Le Dr. Brancroft, qui fut envoyé en Zambie en 1927 comme géologue consultant par la Anglo-American Corporation Ltd. et dont les activités demeurèrent liées à l'exploitation du cuivre en Zambie jusqu'à sa mort en 1957, a rapporté des récits semblables. 7/ La situation aujourd'hui est tout autre. En effet, la plupart des gisements de minéraux les plus évidents ont été déjà découverts et les travaux de prospection en sont devenus plus difficiles. De ce fait, les prospecteurs sont, de nos jours, des géologues de formation solide qui utilisent des méthodes scientifiques modernes et sont au service de l'Etat et de sociétés minières bien organisées.

6. La prospection minière en Zambie a commencé dès 1895, avec l'exploration du "Crochet de Kafue" par la Northern Copper Company. 8/ Le premier groupe d'explorateurs qui s'étaient rendus dans la région en avaient établi un rapport favorable qui concluait à l'existence, probable, de minéraux dans la région mais sans prétendre à aucun droit, contrairement à la deuxième expédition qui arriva dans la région de Kafue qui, elle, revendiquait des droits considérables. C'est ainsi que la Northern Copper Company se vit octroyer une concession minière

3/ C.J. Alford donne une description encore plus détaillée des prospecteurs dans son ouvrage intitulé : Mining-Law of the British Empire (1906) pp. 5 et 6

4/ Ibid.

5/ P.F. Home, Southern Rhodesia 1909, p. 247

6/ R. Brooks, "How Northern Rhodesia Coppers were found" Northern Rhodesia Journal (1950) p. 42

7/ J.A. Bancroft, Mining in Northern Rhodesia, London, British South Africa Co., 1961, p.10

8/ O. Barangwath, "The First Copper Mines in Northern Rhodesia" Northern Rhodesia Journal, Vol. 5, p. 209

de quelque 500 km² de terres cuprifères. 9/ Une troisième expédition, arrivée en 1899 et composée de prospecteurs expérimentés, localisa un certain nombre de petites mines de cuivre dans la région connue alors sous le nom de "Crochet de Kafue". 10/

7. Une exploration organisée en 1899 à la demande de Cecil Rhodes et de Robert Williams ne parvint à découvrir aucun gisement de minéraux en quantités commerciales jusqu'à ce qu'elle atteignit presque la source des rivières Kafue, Luangwa et Mobile, affluents du fleuve Congo. 11/ On raconte que cette expédition a pu localiser la mine de cuivre de Kansanshi grâce à un chef local, Kapini Mpanga, qui vivait non loin de là. 12/ Après avoir consigné la mine de Kansanshi, le groupe se dirigea vers le Katanga où il découvrit les énormes gisements qu'exploite aujourd'hui le Zaïre. En fait, la première découverte de ces explorateurs au Katanga était le gisement de "l'Etoile du Congo", extrêmement riche en carbonate. 13/

8. Il avait semblé au début que les gisements les plus importants et les plus riches étaient situés du côté Zaïrois de la ligne de partage des eaux, de sorte que l'on s'est détourné de la Zambie pour concentrer l'attention sur le Zaïre à tel point qu'en 1906, plus d'une centaine de gisements avaient été découverts au Katanga. 14/ Toutefois, on n'en a pas moins poursuivi les prospections en Zambie. En 1902 une exploration organisée par le directeur général de la Bechuanaland Exploration Company et dirigée par le groupe Davis découvrit la mine de Bwana Mkubwa, situé à quelques kilomètres de la frontière zaïroise, ainsi que la mine de Roan Antelope. 15/ Ce fut également le même groupe qui contribua dans une grande mesure à repérer les indices, insignifiants à la surface, qui ont conduit à la découverte, quelques années plus tard, de la très riche mine de Nchanga. En 1910, alors qu'il traversait une région dont on ignorait qu'elle était minéralisée, le Commissaire britannique local ne se doutait point qu'un affleurement de couleur verte apparaîtrait subitement, solitaire, sur son chemin : c'est ce pointement vert et solitaire qui allait devenir le gisement de Nkana, l'un des plus riches du pays. 16/

9/ Ibid

10/ Ibid

11/ F.L. Coleman, The Northern Rhodesia Copper Belt 1899-1962, Manchester, Manchester University Press, (1971), p.6

12/ J.A. Bancroft, op.cit. p.p. 57-59

13/ Ibid

14/ F.L. Coleman, op.cit. p.9

15/ R. Brooks, op.cit. p.48

16/ J.A. Bancroft, op.cit. p.30

B. L'avènement des sociétés transnationales dans l'industrie du cuivre

9. Au cours des années 1920, la British South Africa Company, création de Cecil Rhodes, adopta une politique complètement différente en décidant de n'accorder des droits de prospection exclusifs portant sur de vastes régions qu'aux sociétés disposant des ressources financières requises pour entreprendre d'importants programmes de prospection. Ces concessions étaient différentes de celles qui existaient alors et qui avaient été abornées et enregistrées. 17/ Les licences d'exploitation de ces concessions étaient de durée déterminée; bien qu'elles fussent renouvelables et obligeaient le détenteur à engager un minimum de dépenses, elles lui donnaient le droit de prospecter et d'arpenter des sites miniers, tout en lui accordant des droits d'exploration approfondie et de mise en valeur de certaines régions spécifiques. La British South Africa Company se réservait le droit de s'approprier une part des actions entièrement libérées dans les sociétés minières. Si la décision qu'elle avait prise de délivrer les principales licences de prospection exclusive a abouti sur l'exploration systématique de la majeure partie du pays, elle n'en a pas moins eu une conséquence inévitable : le découragement des petits prospecteurs. 18/

10. La British South Africa Company croyait que les droits exclusifs étaient la condition sine qua non de la prospection par des sociétés de grandes tailles puisque cela nécessitait à la fois du temps et de la sécurité. Il est utile de mentionner que les droits accordés aux compagnies à charte n'auraient servi à rien si deux personnages des plus influents du monde des mines, à l'époque, n'avaient manifesté un certain intérêt particulier : il s'agit d'Alfred Chester Beatty et de Ernest Oppenheimer. 19/ Chacun de ces deux hommes avait joué un rôle non négligeable dans le financement des sociétés minières qui avaient lancé la première grande campagne de prospection. En fait, on le verra plus loin, vers 1928 les propriétés minières les plus importantes avaient été partagées entre l'Anglo-American Company d'Oppenheimer et la Rhodesia Selection Trust de Chester Beatty.

11. C'était en décembre 1922 que furent délivrées pour la première fois de telles licences exclusives, le bénéficiaire en étant la Copper Ventures Ltd. qui se voyait accorder l'exclusivité du droit de prospecter une région de 50 000 km². Cette société relativement peu importante, avait été fondée en 1921 pour vulgariser l'utilisation du procédé de Perkins dans le traitement du minerai de cuivre. Ces droits miniers furent acquis par la Rhodesia Congo Border Concession Ltd. en 1923, groupe comprenant la Minerals Separation Ltd, Chester Beatty, un ingénieur américain, un ingénieur anglais et un ancien directeur général de l'Union Minière du Haut-Katanga, au Zaïre. 20/ Ce dernier suggéra que la Minerals Separation Ltd. organisât la prospection de la région pour voir si l'on pourrait trouver

17/ R. Brooks, op.cit, p.44

18/ Ibid

19/ Ibid

20/ Ibid

du côté zambien de la frontière des gisements de minerais de cuivre riches en carbonate du type de ceux découverts au Katanga. L'on s'adressa à la British South Africa qui accepta de créer une société, la Copper Ventures Ltd, qui aurait l'exclusivité du droit de prospector dans une région de 2000 km², choisie arbitrairement dans les environs de Nkana, et qui s'étend à l'Est vers les holdings de Bwana Mubwa.

12. La Copper Ventures obtint, en 1923, des droits de prospection dans une autre région de 13 000 km² située dans le centre du pays, et confia l'exécution des travaux à la Rhodesia Minerals Concession. L'année suivante, la Copper Ventures Ltd se voyait octroyer les droits de prospection dans la concession de Nkana. Elle renoncera plus tard à ces concessions, qu'elle avait achetées en 1922, ainsi qu'aux droits qu'elle y avait au profit de la Bwana Mubwa Mining Company. La Roan Selection Trust s'entendra par la suite avec la Bwana Mubwa pour reprendre en main la prospection de la concession de Nkana qui aboutira à la découverte des gisements de minerai de sulfure de Mufulira sur lesquels elle aura la haute main.

13. En 1923, une importante venue de terre tourbeuse cuprifère fut découverte à Mufulira par la Rhodesia Congo Border Concession Ltd. 21/ Les premiers travaux complémentaires furent entrepris par la Bwana Mubwa Mining Company qui, en 1926, céda ses droits sur la concession de Nkana au profit de la Selection Trust. Les concessions minières de la Roan Antelope contenaient du minerai de sulfure dont la couche se situait en-dessous d'un affleurement d'oxydes. La Bwana Mubwa Mining Company, influencée par l'importance éventuelle de la minéralisation de sulfure de la Roan Antelope, s'est assuré un tiers des intérêts dans la concession de Nkana, ce qui permettra à l'Anglo-American d'obtenir plus tard une part dans l'exploitation du gisement de Mufulira. On se rendit compte également, au cours des années 20, qu'une levée photogramétrique, par la méthode stratigraphique, avait été faite de cette minéralisation typique du "Copperbelt". Les géologues de la Selection Trust se mirent alors à en dresser une carte systématique et à aborder des concessions spéciales pour protéger ces régions souterraines en procédant, pour cela, à une délimitation à outrance de cet horizon minier potentiel en profondeur comme en étendue.

14. Trois grandes licences de prospection, portant sur une région d'une superficie totale de 85 000 km² furent délivrées en 1925 à la Luangwa Concessions Ltd., la Serenje Concessions Ltd. et la Kasempa Concessions Ltd; ces trois sociétés allaient fusionner en 1928 sous le nom de Luangwa Concessions Ltd., les postes de direction étant pourvus par l'Anglo-American, qui fournissait également des ingénieurs consultants. 22/ L'Anglo-American Corporation qui avait pris une participation financière dans la Rhodesia Congo Border Concession et la Bwana Mubwa, décida en 1926 d'apporter son soutien total aux entreprises Rhodésiennes. C'est ainsi que la Minerals Separation a pu obtenir les fonds nécessaires pour entreprendre des travaux d'exploitation et de prospection à l'échelle voulue.

21/ Ibid, p. 48

22/ Ibid

15. La plupart des sociétés avaient organisé chacune une grande campagne d'exploration entre 1926 et 1940. On a estimé, respectivement, à près de 166 et 34 le nombre des géologues et prospecteurs qui furent employés durant cette période. ^{23/} La plus importante découverte durant cette période fut, certainement, celle des premiers affleurements minéralisés du River Lode dans la région de Nchanga. En 1926 la Nchanga Copper Mines Ltd fut créée pour entreprendre la mise en valeur des gisements de Nchanga; les travaux de forage et d'exploitation se sont poursuivis jusqu'en 1931, date à laquelle fut découvert un important groupe de gisements. En 1924, les affleurements cuprifères du ruisseau Chililabombwe, au nord de Nchanga, furent enregistrés par les géologues de la Rhodesia Congo Border Concession Ltd., et les travaux complémentaires de prospection qui ont été effectués entre 1928 et 1931 aboutirent sur la découverte des gisements de minerai de Bancroft.

C. Techniques modernes de prospection

1. Prospection aérienne et autres méthodes

16. Les techniques de prospection utilisées jusque dans les années 20 ne pouvaient permettre que de localiser les gisements de minerai qui avaient quelque manifestation en surface; l'application de ces méthodes de prospection, pour ce qu'elles étaient systématiques, avait l'avantage de réduire au minimum la probabilité de passer sur des gisements de minerai potentiels. Vers la fin des années 20, les géologues commencèrent à utiliser des méthodes plus perfectionnées pour tester les venues de minerai dont on signalait l'existence. La photographie aérienne, comme instrument de prospection, fut utilisée pour la première fois en Zambie par la Rhodesia Congo Border Concession Ltd. ^{24/} Cette société obtint en 1926, un contrat pour survoler et photographier une région qui s'étend sur 12 000 mille afin d'en repérer les clairières cuprifères. Les méthodes de prospection géophysique ou électrique ont fait leur preuve à Mtuga, où un groupe de sociétés avaient repéré des gisements de minerai, en quantité relativement faible, dans la région de Mkushi; on a essayé d'utiliser les mêmes techniques dans le "Copperbelt" en 1926 mais sans succès à cause, certainement, de la nature de la minéralisation, qui est composée de grains fins et disséminés. Le gisement du minerai de Khana, qui n'avait aucune manifestation en surface, fut découvert en 1924 à la suite de travaux de forage et de creusage de fosses d'essai effectués dans une "clairière cuprifère". L'affleurement du minerai de cuivre de Mindolo, juste à côté, fut découvert en 1927. Des équipes travaillant sous la supervision de Raymond Brooks découvrirent, en 1928, un gisement de minerai d'une teneur exceptionnellement élevée. ^{25/}

^{23/} M. Bostock et C. Harvey, eds., Economic development and Zambian Copper, a case study of Foreign Investment (New York Praeger 1972) p. 58.

^{24/} Ibid

^{25/} Ibid

17. Durant les années 50, les travaux de prospection se sont étendus au-delà de la région du "Copperbelt". La majeure partie du pays était sous des licences exclusives de prospection, détenues pour l'essentiel par des filiales de l'Anglo-American et de la Roan Selection Trust. Le groupe Rio Tinto avait elle aussi, participé de manière non négligeable aux travaux de prospection dans la région durant cette période.^{26/} La société De Beers Consolidated Company Ltd. s'était, quant à elle, employée surtout aux travaux de reconnaissance et de prospection de diamant dans les régions sous licence qui se chevauchent. Au cours de cette même période des méthodes de prospection géochimique en terrains tropicaux furent mises au point grâce, surtout, aux travaux de recherche entrepris en Zambie par la "Geochemical Research Centre of the Imperial College" de Londres en association avec la Roan Selection Trust Ltd. et l'Anglo-American Ltd. Ces méthodes de prospection, dit-on, se sont avérées très efficaces dans l'environnement de l'Afrique Centrale et demeurent, à ce jour, les plus répandues. Le groupe Rio Tinto soutient que le gisement de Sebembere, situé non loin de Kabwe, fut la première mine qui ait été découverte en Afrique Centrale grâce aux méthodes géochimiques d'exploration. Ces mêmes méthodes ont conduit à la découverte, plus récemment, des gisements de Kalenga et Luwana. ^{27/}

2. Service géologique

18. Un don de la Colonial Development and Welfare Funds (Fonds pour le développement et le bien-être des colonies) a permis de doter la Zambie d'un service géologique en 1950. La première priorité de ce service était d'entreprendre l'établissement d'une carte géologique du pays. Le ministère du Travail et des mines allait s'intéresser de plus en plus à la prospection, surtout à cause de la demande sans cesse croissante de produits miniers industriels et de matériaux de construction. En 1962 une unité économique fut créée au sein de ce ministère afin, d'une part, de chercher à satisfaire cette demande et, de l'autre, de prospecter les venues de minéraux qui, pour les autres sociétés, n'étaient pas assez importantes pour appeler des travaux d'exploration et d'exploitation à grande échelle. L'objet de cette unité, loin d'empiéter sur le domaine d'intérêt des sociétés minières, était donc de compléter les efforts de ces dernières. Ce service s'était engagé, en 1969, dans un important programme de prospection aux côtés d'une équipe du Fonds des Nations Unies pour le développement, dans le cadre d'un projet conjoint portant sur une région de 15 000 km² à l'Ouest de Lusaka et de Kabwe. Ce programme consistait, entre autres, en une prospection électromagnétique détaillée de la région par une équipe aéroportée utilisant les toutes dernières techniques de pointe, qui n'avaient pas été utilisées en Afrique centrale lors de l'élaboration du projet en 1966. ^{28/}

^{26/} Ibid

^{27/} Ibid

^{28/} Ibid

3. Nouvelles licences

19. Le Gouvernement zambien procéda en 1969 à une modification de sa loi sur les mines, relative à la prospection, en annulant toutes les licences délivrées jusqu'à cette date et en délivrant de nouvelles.^{29/} Cette réforme a, depuis, engendré deux facteurs importants : le premier, accroissement qui s'en est suivi du nombre des compagnies de différentes nationalités venues se joindre à l'Anglo-American et à la Roan Selection Trust dans les travaux de prospection; le second est que ces nouvelles licences de prospection couvraient toute l'étendue du pays, contrairement aux anciennes qui n'étaient valables que dans le "Copperbelt".^{30/} Par ailleurs, à la fin des années 50, la British South Africa Company avait accordé des concessions exclusives à l'Anglo-American et à la Roan Selection Trust en vertu desquelles ces sociétés pouvaient entreprendre des travaux de prospection dans la majeure partie du territoire zambien.

20. Depuis 1969, le Gouvernement zambien a délivré des licences de prospection dans plusieurs parties du pays. C'est ainsi que dans la Province du Nord-Ouest, l'Anglo-American s'est vu attribuer trois régions: Kansanshi, Kangashi et Lunga Nord. La Roan Selection, quant à elle, était présente à Mukimbeji, Kalumbila et Katengwa, tandis que la Sidco - société yougoslave de prospection - avait un domaine de plus de 1000 km² à Mulinanshina. Une société italienne, la Somiren, prospectait de l'uranium dans une vaste région de 24 000 km² et du cuivre dans le district, plus restreint, de Mwinilunga. La SUICO, consortium Nippo-américain, conduit ses travaux de prospection dans une région très prometteuse près de Solwezi tandis que la GEOMIN, société roumaine, est présente dans deux régions : Ntambu, dans la région de la forêt classée de Luanda et autour de Kasempa.^{31/}

21. Dans la région "Copperbelt" elle-même, un certain nombre de régions de prospection ont été attribuées à l'Anglo-American Corporation (1), la Roan Selection Trust (6), la Sidco (3), la Somiren (3) et à la Suico (1). Dans les provinces orientale et centrale des licences de prospection ont été accordées à plusieurs sociétés, dont Equitex Petroleum Ltd. et la De Beers Consolidated Ltd.

D. Autres faits marquants de l'industrie minière

22. L'industrie minière n'aurait jamais dépassé le stade expérimental s'il n'y avait eu l'avènement du chemin de fer pour le transport des machines, du carburant et des minerais, effectué au tout début par des hommes qui, au plus, ne pouvaient porter que 20 à 25 kg chacun.^{32/} L'histoire de l'industrie minière zambienne est, ainsi, intimement liée au développement des chemins de fer. En 1897, Bulawayo fut relié au réseau sud-africain et au cours de la première

^{29/} Loi de 1969 sur les mines et les produits miniers, Chapitre 329 de la loi zambienne.

^{30/} K. Kaunda "Take up the Challenge" *Zambian Information Services*, (1970) p. 23

^{31/} *Ibid*

^{32/} M. Gelfand, *Northern Rhodesia in the days of the Charter* (Oxford Basil Blackwell, (1961 p. 108

décennie de notre siècle l'établissement de l'essentiel des liaisons australes était achevé. Le prolongement de la voie Bulawayo - Wankie fut achevée en 1903 et atteignait, en 1904, les chutes Victoria. En 1906 ce prolongement reliait Kabwe, dont on a estimé que les gisements de minerai de cuivre se prêtaient à une exploitation immédiate. En 1909, le réseau rhodésien se joignait à celui du Congo.

23. L'idée de relier le réseau congolais à celui de la Zambie était dictée par le désir d'approvisionner les mines de cuivre du Congo en coke bon marché à partir de Wankie. 33/ La plus ancienne de ces mines est celle de Bwana Mkuka. Les premiers travaux ont révélé l'existence de riches minerais d'oxydes de cuivre, situés par endroits à une profondeur de 160 pieds. La mine fut fermée en 1905 jusqu'à l'arrivée de la voie ferrée en 1909. 34/ La mine de Kansanshi, située au sud à la frontière zaïroise, fut mise en valeur et produisit ses 50 premières tonnes de cuivre en 1908. Toutefois, les travaux ont dû être suspendus avec l'éclatement de la guerre, pour reprendre en 1927. 35/ En 1910, la Bwana Mkubwa Copper Mining Company fut créée pour reprendre en main la mine du même nom qui avait été fermée en 1905. En 1912, un concentrateur de gravité d'une capacité de 90 tonnes par jour fut installé au Sud du Kopjé pour traiter des minerais d'oxydes de cuivre de première qualité. L'usine a fonctionné un an et a dû être fermée à cause de la chute du cours du cuivre à la fin de la première guerre mondiale, d'une part et, de l'autre, parce que le concentrateur n'était plus efficace, donc pas rentable.

24. Entre 1913 et 1923, davantage de progrès avaient été réalisés dans l'exploitation du cuivre au Katanga qu'en Zambie, surtout parce que les minerais découverts plus tôt au Katanga se sont avérés plus riches que ceux de la Zambie, dont la teneur en cuivre n'était que de 3 à 5 p.100 en moyenne. Au Katanga, du minerai d'une aussi faible teneur n'avait de place que dans les déblais. On découvrira plus tard, du côté zambien de la frontière, des gisements de minerais de sulfate d'une teneur moyenne en cuivre de 3 à 6 p.100 et même davantage. 36/

25. La Minerals Separation Ltd. cherchait à savoir s'il ne serait pas possible de traiter les minerais de teneur plus faible par flottation. Les tests effectués à cet effet, ont abouti en janvier 1918 sur la conclusion qu'il était possible de récupérer 77.5 p.100 du cuivre d'un minerai d'une teneur de plus de 4,25 p.100. Les tests ne donnent cependant aucune indication de ce qu'il en serait d'un minerai d'une teneur moyenne. Les sociétés minières qui détenaient l'exclusivité des droits de prospection sur de vastes régions commencèrent alors à en

33/ L. Winthal, ed. The story of the Cape to Cairo railway route (1923)
4 Vols., London, British South Africa Company, (1964)

34/ J.A. Bancroft, op.cit

35/ Ibid

36/ F.L. Coleman, op.cit

entreprendre une exploration scientifique. Cela leur a permis de constater que les gisements zambiens n'étaient pas aussi visibles que ceux du Zaïre ^{37/} et qu'on ne pouvait donc les découvrir que par des opérations modernes, répétées et coûteuses de creusage. En outre, contrairement aux gisements du Katanga que l'on trouvait oxydés aussi profondément que l'on pouvait descendre, ceux de la Zambie traversaient une zone de sulfate à une profondeur d'environ cent pieds. ^{38/}

26. Cette dernière découverte allait bouleverser complètement les perspectives d'avenir de la Zambie. Les minerais de sulfate d'une teneur en cuivre de 3 à 5 p.100 étaient énormément rentables, contrairement aux minerais oxydés de même qualité qui, eux, sont pratiquement sans valeur. En 1927, une société distincte fut créée, la Roan Antelope Copper Ltd, avec des capitaux à majorité américains. Les travaux de mise en valeur de la mine et de construction de l'usine, en surface, commencèrent immédiatement. La société Bwana Mkubwa découvrit en 1927 que le gisement de Nkana renfermait des minerais de sulfate appréciables.

27. La société a poursuivi ses prospections par trous de mine dans la région jusqu'en 1929 lorsque l'on eut la preuve irréfutable que les réserves de cette mine étaient en quantité suffisante pour justifier leur exploitation commerciale, la mise en valeur de la mine et la construction d'une usine en surface. Pour pouvoir financer les travaux coûteux que nécessitait l'exploitation de la mine de Nkana et instaurer des relations de travail plus étroites entre cette mine et celle de Nchanga, la Bwana Mkubwa Company, la Rhodesian Border concession et la Nchanga Copper Mines durent fusionner en 1931 sous le nom de Rhokana Corporation. ^{39/}

28. En 1930, la partie zambienne du "Copperbelt" s'était transformée en un véritable chantier de construction. Outre les mines de zinc, de plomb et de vanadium de Kabwe, il y avait des mines de cuivre à Bwana Mkubwa, Roan, Nkana, Murfulira, Nchanga, Chamboshi et à Kansanshi; toutes étaient soit dans la phase de la production soit en voie de mise en valeur. ^{40/} En 1926, la plupart des principaux producteurs de cuivre se réunirent au sein d'une organisation connue sous le nom de Copper Exporters Incorporated afin d'éliminer la spéculation et stabiliser le cours du cuivre ^{41/} qui avait subi une chute considérable due, en partie, à l'accroissement de la capacité mondiale. C'est alors que les producteurs américains commencèrent à restreindre de plus en plus leurs offres, provoquant ainsi la hausse constante du cours de ce métal. Mais cette politique restrictive a eu pour conséquence un effet contraire : non seulement avait-elle favorisé l'expansion de l'offre ailleurs mais en plus les utilisateurs du

^{37/} Ibid

^{38/} Ibid

^{39/} M.J. Davis, Modern Industry and the African, 2nd ed. (London Frank Cass, 1967) p. 143

^{40/} Ibid, p. 157

^{41/} Ibid, p. 144

cuivre s'en trouvèrent incapable de payer ces prix trop élevés et commencèrent à expérimenter des substituts du cuivre tels que l'aluminium. En conséquence, les pays producteurs se sont retrouvés avec d'énormes quantités de stocks de cuivre dont les cours sont tombés avec la crise économique mondiale de 1932, et 95 p.100 des sociétés d'exportation du cuivre dans le monde se sont vues contraintes de tourner à perte.

E. Montée des sociétés transnationales à tendance oligopolistique dans l'industrie du cuivre

29. L'accroissement de la puissance monopolistique des sociétés transnationales dans l'industrie du cuivre en Zambie est un sujet d'étude doublement intéressant en ce sens que la pratique consistant, au début, à accorder à ces transnationales des droits exclusifs de prospection et d'exploitation leur avait assuré un rôle de premier ordre dans cette industrie naissante. En second lieu, la participation ultérieure, au cours du XXème siècle, des gouvernements américain et britannique dans les activités de ces sociétés, le contrôle de l'offre et des importations par le biais des mesures fiscales a contribué au renforcement de la position dominante de ces transnationales. Le cours de l'histoire, ainsi que l'évolution de la situation économique durant les années 60 ont, eux aussi, contribué à assurer ces sociétés le monopole de l'industrie du cuivre en Zambie.

30. Si certaines sociétés telles que la Rhokana Corporation ont connu un succès temporaire et réalisé quelques profits, il n'en demeure pas moins vrai qu'avec la crise mondiale de 1932 le cours du cuivre était tombé si bas qu'aucune mine ne parvenait plus à faire face à ses obligations financières. Auparavant, une conférence des principaux producteurs était déjà convenue, en novembre 1930, de réduire la production de cuivre ^{43/}; mais cela n'a pu empêcher les stocks de gonfler et les prix de continuer à tomber. Cet accord n'avait pas affecté les mines zambiennes dans l'immédiat étant donné que bon nombre d'entre elles n'en étaient encore que dans la phase de la mise en valeur; il demeure toutefois qu'il en a ralenti le rythme de croissance. En juillet 1932, le Congo (aujourd'hui Zaïre), le Chili, ainsi que d'autres sociétés d'exploitation du cuivre se retirèrent de la Copper Exporters Incorporated qui, de ce fait, n'allait plus tarder à s'effondrer. Ce retrait coïncidait avec la décision prise par le Gouvernement américain de frapper d'une taxe de 4 cents toutes les importations de cuivre afin de protéger la production intérieure américaine, plus coûteuse, de la concurrence étrangère. ^{44/}

^{43/} Ibid, p. 149

^{44/} K. Warren, Mineral Resources (Harmondsworth, Middlesex, Penguin Books, 1973). p. 142

31. De la fin des années 30 à la fin des années 70, seules deux sociétés exploitaient les minerais de cuivre de la Zambie: l'Anglo-American Corporation Ltd. de l'Afrique du Sud et la Roan Selection Trust Ltd., une société dans laquelle l'American Metal Climax Ltd. détient une participation substantielle. Ces deux groupes achèteront, en outre, les trois raffineries de Mufulira, Ndola et de la Rhokana. Ils détenaient également le droit de prospecter et d'exploiter les concessions "exclusives" et les concessions spéciales et contrôlaient ainsi, à deux, presque l'intégralité du territoire cuprifère potentiel. Plusieurs liens existent entre ces sociétés.

32. L'Anglo-American a des intérêts minoritaires dans les mines de Mufulira, Chibuluma et Chambeshi de la Roan Selection trust. Les deux groupes de producteurs contrôlaient conjointement la Zambia Congo Border Corporation Limited, l'un des principaux fournisseurs d'électricité des mines et dans laquelle ils détiennent encore des intérêts.

33. Les mines zambiennes ont continué de se développer durant les années 30, et vers 1935 elles contribuaient pour quelque 10 p.100 de la production mondiale non communiste. En 1938, la Zambie se classait quatrième parmi les plus importants producteurs mondiaux de cuivre. L'éclatement de la guerre en 1939 constitua un tournant décisif dans la mise en valeur "Copperbelt", toutes les craintes en ce qui concerne la demande du marché s'étant ainsi dissipées. En effet, le Gouvernement britannique, en particulier, avait accordé de l'importance à l'industrie zambienne pour préparer son entrée dans la guerre. 45/

34. L'effet immédiat du conflit mondial sur la demande de cuivre du gouvernement britannique a été que celle-ci était devenue nettement supérieure à la capacité de production. C'est là une indication de la participation directe du gouvernement dans les activités des sociétés transnationales en Zambie. Et c'est pour soutenir l'effort de guerre que la Grande-Bretagne avait fourni des fonds à la mine de Nchanga pour exploiter le gisement de Nchanga West. D'autres mines avaient également accru leur production, dont la totalité était destinée, en vertu des contrats, au Gouvernement britannique. Après la guerre, et en dépit des craintes d'une récession, l'industrie zambienne du cuivre entraînait dans une ère de prospérité sans précédent. En effet, durant cette période, le cours du cuivre atteignait, en 1955, son niveau le plus élevé de tous les temps, avant de tomber en 1957.

35. Plusieurs facteurs dont la reconstruction d'après-guerre et l'expansion industrielle qui s'en est suivie surtout dans le domaine des produits électriques, expliquent ce phénomène. Le réarmement continu des grandes puissances rendu nécessaire par la "guerre froide", ainsi que le besoin qu'il a fait naître de constituer des stocks ont incité davantage à l'accroissement de la production et à l'ouverture de nouvelles mines.

45/ R. Murray Hughes, "Mining in Northern Rhodesia Review Article", 1963 Northern Rhodesia Journal, p. 346

36. La déclaration de l'indépendance de la Rhodésie a porté atteinte à l'industrie du cuivre de la Zambie indépendante, en particulier dans les domaines de la fourniture et de la disponibilité du charbon. ^{46/} Pour résoudre ce problème de source d'énergie, une mine de charbon fut ouverte à Nkandabwe, près du Lack Kariba, et, un peu plus tard, à Maamba dont les réserves étaient de meilleure qualité. En 1968, de grands programmes d'expansion furent élaborés avec le financement du Japon. Parmi les autres faits marquants de l'industrie du cuivre en 1968, figure la décision prise par la Roan Selection Trust d'accroître la capacité de production de la mine souterraine de Mufulira, la deuxième du genre dans le monde. ^{47/}

37. Au moment de l'accession du pays à l'indépendance, les mines appartenaient à des sociétés et actionnaires situés en dehors de la Zambie; le droit d'exploitation même échappant au contrôle de l'Etat. C'est alors que les dirigeants zambiens commencèrent à remettre en cause la légalité de leurs droits de propriété sur les minéraux; les conclusions des recherches qui ont été entreprises à ce sujet appuyèrent fortement l'argument selon lequel aucun tribunal n'aurait jamais reconnu les traités sur lesquels se fondaient ces droits. ^{48/} Les négociations qui ont suivi entre la Zambie, la Grande-Bretagne et la British South Africa Company sur le transfert à la Zambie des droits de propriété sur les minéraux se sont poursuivies sans que l'on parvienne à un quelconque accord : le Gouvernement zambien dut alors les saisir tout simplement.

38. De même, le Zaïre, (anciennement Congo) devenu indépendant en 1960, acquit la propriété nationale de l'industrie minière du pays en 1966, tandis qu'en juin 1969 le Gouvernement chilien annonçait son programme de nationalisation négociée des mines du pays qui, jusqu'alors, appartenaient aux Etats-Unis.

39. En Zambie, l'Etat a certes saisi les droits de propriété sur les minéraux, mais avec des exceptions importantes. En effet, la British South Africa Company s'était vu accorder des concessions minières à perpétuité dans les régions les plus prometteuses du pays tandis que le chef suprême du Barotseland détenait, lui aussi de son côté, les droits sur sa propre région. L'Etat zambien ne pouvait rien faire pour encourager ni des travaux de prospection ni d'exploitation dans ces régions, encore moins qu'il ne contrôlait une quelconque opération d'exploitation que les sociétés pouvaient entreprendre en toute liberté. En août 1969, le Gouvernement zambien allait nationaliser tous les droits d'exploitation minière et demander aux propriétaires des mines existantes de céder 51 p.100 de leurs actions à l'Etat. ^{49/} Cette mesure fut suivie d'un nouvel ordre de l'industrie minière. Les sociétés minières se réorganisèrent au sein de la Nchanga Consolidated Copper Mines Ltd. (NCCM) et de la Roan Consolidated Mines Ltd. (RCM). Deux catégories d'actions furent créées :

^{46/} La frontière fut fermée

^{47/} Colin Legum et John Drysdale: Africa Contemporary Record, 1968-1969 (London, Africa Research Limited)

^{48/} "The British South Africa Company Claims to Mineral Rights", Government of Northern Rhodesia, White Paper, 1964.

^{49/} K. Kaunda, "Towards Complete Independence" Discours prononcé à Matero, le 11 août 1969 (Lusaka, Zambia Information Services, 1969).

les actions ordinaires de la catégorie "A" 51 p.100 du capital souscrit par la NCCM et la RCM revenaient à la société d'Etat, la Zambia Mining and Industrial Corporation Ltd; les actions ordinaires de la catégorie "B" de la NCCM, qui constituaient 49 p.100 du capital-actions souscrites de la société, sont détenues par la Zambia Copper Investments Holdings Ltd. Les actions ordinaires de la catégorie "B" de la RCM sont détenues par la Roan Selection Trust International Incorporated, filiale appartenant entièrement à Amax (20,43 p.100), à la Security Nominees Limited (12,25 p.100) et à des particuliers (16,32 p.100). 50/

40. La Roan Consolidated Mines et la Nchanga Consolidated Copper Mines Ltd devraient, selon toute attente, fusionner en 1983, pour devenir la Zambia Consolidated Copper Mines Ltd., et ce, par suite de la demande formulée dans ce sens par l'Etat zambien en vue de rationaliser leurs opérations. 51/ En vertu des clauses de cet accord de fusion, la Roan Consolidated Mines Ltd acquerra la totalité du capital action souscrit de la Nchanga Consolidated Copper Mines Ltd détenu par ses deux actionnaires que sont la Zambia Industrial Mining Company et la Zambia Copper Investments Ltd; cette dernière étant affiliée à l'Anglo-American qui la contrôle. Les opérations de la NCCM ainsi que ses avoirs seront aussi transférés à la Roan Consolidated Mines Ltd. qui en assumera les engagements. Le capital-actions de la Zambia Consolidated Copper Mines Ltd. sera détenu par la Zambia Mining and Industrial Corporation Ltd. (100 p.100 des actions ordinaires de la catégorie "A"), la Zambia Copper Investments Ltd (68,6 p.100 des actions ordinaires de la catégorie "B"), la Roan Selection Trust (17,4 p.100 des actions "B"), des particuliers du Royaume-Uni (3,3 p.100 des actions "B") et des particuliers des Etats-Unis (10,7 p.100 des actions "B"). Cette fusion est en fait une réorganisation qui ne modifie en rien les intérêts des différentes sociétés au capital social.

50/ Voir les Accords Cadres et la loi de 1970 (dispositions spéciales) relative à l'acquisition des mines.

51/ Cela a été annoncé par le président zambien

CHAPITRE II

PRODUCTION ET TRANSFORMATION DU CUIVRE EN ZAMBIE ET DANS LE MONDE

A. Méthodes d'exploitation

41. A l'heure actuelle, l'extraction du cuivre en Zambie se fait suivant deux méthodes : l'exploitation à ciel ouvert et l'exploitation souterraine. 52/ Cette dernière nécessite l'utilisation de techniques coûteuses qui consistent, notamment, à pomper le minerai du fond des puits à la surface, opération souvent onéreuse. Un exemple notable à cet égard est celui de la mine de Mufulira. 53/ Dans le cas d'une mine à ciel ouvert, l'extraction se fait au moyen de l'énergie électrique, de pelles ou d'explosifs; pour cela, il faut que le gîte soit proprement décapelé. Pour entreprendre de tels travaux il faut s'équiper d'énormes grues à benne traînante, et de grande capacité, dont la volée est suffisamment longue pour déverser les déchets très loin de l'aire des travaux. La méthode à adopter dépend de la nature du minerai. La méthode de l'exploitation à ciel ouvert n'intervient que dans les cas où le volume des morts-terrains de recouvrement est relativement faible par rapport à celui des minéraux extractables. Ces deux méthodes d'extraction sont d'usage répandu en Zambie. Dans les mines à ciel ouvert telles que celle de Chingola, on utilise d'énormes pelles mécaniques et camions dont la capacité peut atteindre 200 tonnes. Dans les grandes mines de cuivre souterraines, des chargeurs Diesel soulèvent des milliers de tonnes de roche et de minerai broyés en une seule opération de dynamitage que des convois de wagonnets transportent sous-terre jusqu'à la base des puits d'où ils sont remontés à la surface.

42. Bien que l'utilisation du matériel mécanique ait frayé le chemin à l'exploitation à grande échelle des minerais de faible teneur, elle n'en a pas pour autant résolu le problème du traitement, la chaleur à elle seule - en l'occurrence les hauts fourneaux conventionnels - ne pouvant traiter quelques particules de minerai éparpillées dans une énorme masse de roche stérile. Les premières méthodes de broyage et de séparation des particules de minerai étaient celles de la concentration par gravité; de nos jours le procédé utilisé partout dans le monde est celui de la flottation : le minerai est d'abord pulvérisé puis malaxé dans une certaine composition fluide; les particules de minerai s'agglutinent autour des bulles d'air et flottent en surface tandis que les grains de roche, plus lourds, tombent au fond. Dans le "Copperbelt" exemple type d'exploitation minière à grande échelle dans le monde entier, le minerai

52/ La revue Zambia's Mining Industry: the first 30 years, publiée par la Roan Consolidated Mines (1978) donne une assez bonne description de ces deux méthodes d'exploitation.

53/ Cela a causé une tragédie à Mufulira en 1970 lorsqu'un éboulement de 1 million de tonnes d'eau, de sable et de boue a provoqué la perte de 99 vies humaines. Voir le rapport économique publié par le Ministère zambien des finances (1972) p. 195.

est broyé en plusieurs étapes jusqu'à ce que les particules mesurent moins d'un centimètre avant d'être versé dans des broyeurs à boulet, grands cylindres tournant autour d'un axe horizontal et remplis à moitié de boulets de fer. Le minerai est ensuite broyé en une fine poudre malaxée dans de l'eau. Cette composition pâteuse est ensuite versée dans des cuves de flottation contenant un mélange de produits chimiques, des xanthates et autres agents moussants. Les particules de minéraux s'agglutinent autour des bulles d'air et remontent en surface d'où elles sont prélevées tandis que les déchets tombent au fond de la cuve et sont rejetés. Le minerai ainsi concentré, une fois débarrassé de l'essentiel de sa teneur en eau, est alors prêt pour la fonderie.

43. Le principe du traitement thermique du cuivre, méthode la plus utilisée dans le "Copperbelt", rappelle les procédés des temps anciens ^{54/}. Cependant, grâce aux modifications considérables qui y ont été apportées, ce principe, à présent mieux élaboré, dépasse le cadre de l'application artisanale pour atteindre l'échelle actuelle de la production industrielle. Dans une fonderie typique du "Copperbelt", le concentré de minerai est mélangé avec du calcaire - le fondant - puis versé dans un four à réverbère, ouvrage en forme de boîte de 30 m de long. Du charbon pulvérisé et/ou du mazout lourd injecté d'air pré-chauffé est déversé dans les brûleurs placés à une extrémité du four dans laquelle la température est portée à plus de 300°C. Le minerai ainsi fondu se dépose au fond du four en deux couches distinctes : la couche inférieure est un mélange de sulfures de fer et de cuivre connu sous le nom de matte; quant à la couche supérieure elle est faite de déchets ou scories consistant en un mélange de silicates. La matte est récupérée au moyen de trous de coulée, d'un débit de 20 tonnes, prévus dans la paroi du four, tandis que les scories sont dégagées par des trous de coulée situés plus haut. A Mifulira, on peut produire de la matte dans un four électrique, installé dans cette localité pour profiter des énormes ressources en énergie hydroélectrique peu coûteuses que possède la Zambie dans cette région. La matte fondue dans le four à réverbère est transvasée dans les convertisseurs, cylindres horizontaux d'une capacité d'environ 200 tonnes. On y insuffle de l'air pour en oxyder la teneur en fer et en soufre. On obtient du cuivre fondu pur à environ 99,4 p.100 après en avoir dégagé le soufre soit par décapage soit par combustion pour le laisser échapper sous forme de gaz. Ce cuivre fondu, en se solidifiant, dégage des gaz résiduels qui forment des ampoules à la surface, d'où son nom de "cuivre ampoulé". L'essentiel de la production du "Copperbelt" était, jadis, vendu sous forme de cuivre ampoulé; de nos jours, elle est affinée davantage par procédé électrolytique, ce qui en élève le degré de pureté de 0,57 point de pourcentage; le produit final, à ce stade, est pur à 99,97 p.100.

^{54/} Il existe en Zambie d'anciennes exploitations dans le Copperbelt. Voir R. Hall, Zambia, (New York, Praeger, 1965)-p.-10.

44. L'affinage par procédé électrolytique consiste d'abord à transférer le cuivre ampoulé dans les fours anodes pour y oxyder le soufre résiduel et en éliminer l'exédent d'oxygène en enfonçant pour cela de gros troncs d'arbres dans le cuivre fondu. Cette pratique, qui remonte aux temps anciens, a survécu, intacte, aux siècles et demeure encore la méthode la plus simple et la plus efficace à ce dernier stade de l'affinage par procédé thermique. Dans le cas du procédé de l'affinage électrolytique du cuivre, on fait passer un courant électrique entre des plaques de cuivre impur (les anodes) et des feuilles de cuivre pur (les cathodes) baignant dans une solution acide contenant du cuivre. Le cuivre se dissout progressivement des anodes pour s'amasser sur les cathodes. Cette opération s'effectue dans une cuve d'affinerie contenant des centaines de cuves de ligne de charge où pendent alternativement des anodes et des cathodes.

45. Durant leurs 24 jours de longévité, chaque anode produit ainsi deux cathodes. Bien que la plupart des impuretés provenant des anodes tombent dans une boue qui s'accumule au fond des cuves, il arrive parfois que quelques-unes s'infiltrant dans l'électrolyte, que l'on doit donc épurer constamment. Une affinerie nouvellement installée à Ndolo pousse davantage le procédé électrolytique pour récupérer de cette vase de faibles quantités d'or, d'argent et de selenium ainsi que du cuivre et autres sous-produits. Les cathodes, qui, de nos jours sont du cuivre pur à 99,97 p.100, peuvent être vendues sous cette forme; mais on préfère, le plus souvent, les faire fondre et les mouler en barres, ce qui en réduit certes le pourcentage de pureté à 99,95 mais, en revanche, les apprête mieux pour la production de tiges et fils de cuivre.

46. Les minerais d'oxyde et de sulfate à faible teneur sont souvent traités par lessivage après qu'ils aient été broyés en une poudre fine. Selon ce procédé, le minerai est dissout dans une solution d'acide sulfurique pour obtenir du sulfate de cuivre qui est ensuite pompé dans une installation d'électro-abattage. Dans cette dernière, les cellules sont semblables à celles utilisées dans les affineries à anodes, à la seule différence que les anodes, dans ce cas, sont en plomb, les cathodes de départ des plaques, et l'électrolyte une solution de sulfate de cuivre. On obtient, par électrolyse, du cuivre d'un degré de pureté élevé qui se dépose de l'électrolyte sur les cathodes. Ce procédé, ainsi que d'autres variantes, sont utilisés à Chingola et Chambeshi qui disposent également d'usines de grillage pour le traitement de concentrés de sulfure de faible teneur. Ces concentrés, s'ils sont chauffés et aérés, produisent de l'oxyde de fer, que l'on rejette, du dioxyde de soufre qui s'échappe sous forme de gaz et un sulfate de cuivre solide destiné aux usines de lessivage. 55/

55/ Le "Zambia's Mining Industry: The first 50 years", op.cit. pp. 38 à 43 donne une assez bonne description des méthodes d'extraction et d'affinage du cuivre.

B. Répartition géographique de la production du cuivre

47. La Grade-Bretagne fut, pendant quelques temps, le principal fournisseur de cuivre sur le marché mondial 56/, mais devant l'accroissement de la demande de ce métal, elle était devenue de moins en moins capable de l'assurer. L'Amérique latine, plus particulièrement le Chili, allait devenir ainsi un important fournisseur de cuivre à partir de 1820. C'est un peu plus tard que les Etats-Unis d'Amérique commenceront à exploiter leurs ressources minières. On a assisté, au cours des dernières décennies du XIX^e siècle à l'avènement de nouvelles sources de matières premières dans le monde. L'Afrique australe est une des régions qui ont attiré les capitaux britanniques à la suite de la découverte de gisements d'or dans le Transvaal entre 1867 et 1886 57/, qui fut également à l'origine de la découverte et de l'exploitation des ressources de cuivre de la Zambie qui, de par leur importance, font figurer ce pays parmi les plus importants producteurs mondiaux de ce métal.

Tableau 1. Production minière de cuivre; classement selon la teneur récupérable de cuivre (en milliers de tonnes)

Pays	1977	1978	1979	1980
Etats-Unis	1364	1352	1449	1153
URSS	1100	1140	1100	1150
Chili	1056	1036	1034	1072
Canada	759	647	583	716
Zambie	656	643	588	596
Zaire	482	424	378	496
Pérou	341	365	365	365

Source : Zambia Mining Year Book, 1980 (Annuaire des industries extractives de la Zambie, 1980).

56/ K. Warren, op.cit., p. 112

57/ H.M. Hole, op.cit., p. 187

48. Ainsi qu'on peut le constater dans le tableau 1, sept pays dominent la production de cuivre dans le monde. Parmi les autres producteurs de moindre importance figurent, entre autres, l'Australie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Mexique et le Botswana.

C. Utilisation du cuivre

49. Le cuivre, certainement le premier métal que l'homme ait utilisé dans son histoire, est largement répandu sur la surface de la terre; tendre et malléable, il résiste cependant à la corrosion et peut être endurci par alliage avec beaucoup d'autres métaux. Ce métal était aussi à la base des premières civilisations de l'âge du bronze au Moyen-Orient. On soutient qu'il aurait été utilisé avec le bronze en Egypte dès l'an 3500 avant J.-C., en Mésopotamie en l'an 300 avant J.-C. et en Chine au moins dès l'an 1500 avant J.-C. ^{58/}, tandis que les forgerons d'Afrique centrale savaient faire fondre ce métal dès 1591. C'est à Filippo Pigiafetta, dans son ouvrage intitulé "Report on the Kingdom of Congo" (1591) ^{59/}, que l'on doit la première mention connue faite de l'extraction du cuivre dans cette partie de l'Afrique en général. Dès le XVIII^e siècle environ, les habitants de la Zambie et du Katanga exportaient du cuivre fondu sous forme d'anneaux ou de croix vers les côtes africaines de l'Océan atlantique ou de l'Océan indien ^{60/}. Les Africains utilisaient le fer pour fabriquer leurs outils tandis que le cuivre, particulièrement important, servait à faire des ornements ou en tant que moyen d'échange ^{61/}. La présence et l'utilisation de ce métal en Afrique centrale était connues des tous premiers explorateurs ^{62/}. La découverte des mines par les prospecteurs blancs a été facilitée, dans la majorité des cas, par l'existence d'exploitations anciennes indigènes.

50. En Europe, l'industrie du cuivre a bénéficié de l'impulsion considérable que lui ont donné l'invention de la poudre à canon et l'introduction des fusils en bronze. Le cuivre était d'utilisation très répandue sous forme de fil pour la fabrication des cadres à laine et avait joué ainsi un rôle important dans l'expansion de l'industrie anglaise de la toile, aux XVI^e siècle ^{63/}. Au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle le développement industriel a fait un

^{58/} K. Warren, op.cit., p. 112

^{59/} F. Pigiafetta, A Report on the Kingdom of Congo 1591 (Réimprimé à New York; Negroes University Press, 1969), publié pour la première fois en 1881 par John Murray, London.

^{60/} R. Hall, op.cit., p.10

^{61/} L. Garn, "Northern Rhodesia Copper Industry and the World of Copper, 1923-52" Rhodes Livingstone Journal, 18 (1955) p. 1.

^{62/} D. Livingstone, Missionary Travels and Researches in South Africa, (London, Murray, 1857).

^{63/} Davey, The Northern Copper (E.S.A.) Company Ltd., Report on the Company's Prosperities (1905) p. 23

grand pas en avant : la vapeur venait de remplacer l'énergie éolienne et l'énergie hydraulique; le cuivre, une fois de plus, allait s'avérer indispensable aux industriels, puisqu'il servira, dès lors, à fabriquer des cylindres en laiton pour les pompes et les moteurs. Il entraînera également dans la fabrication du matériel de pompage et d'assainissement dans les nouvelles villes industrielles. Au cours du XIX^e siècle, on découvrit d'autres utilisations de ce métal. Excellent conducteur de la chaleur et de l'électricité, le cuivre allait de ce fait trouver une place nouvelle dans l'industrie électrique où les constructeurs l'utilisèrent d'abord dans le domaine de l'éclairage. A partir de 1837, avec l'introduction du télégraphe, le cuivre allait être utilisé pour la fabrication de conducteurs et de fils. En 1880 le premier câble en cuivre reliait la Grande Bretagne à la France et, 15 ans plus tard, traversait l'Atlantique ^{64/}. Enfin, ce fut l'avènement des machines électriques dans la fabrication desquelles le cuivre allait s'avérer une matière première indispensable. Sauf pendant les périodes de récession, la demande du cuivre ne cesse de s'accroître, contribuant ainsi à l'essor industriel rapide du monde développé.

51. De nos jours, le cuivre est utilisé avant tout dans la production de fils et d'appareils électriques, lorsqu'il n'entre pas dans la composition de divers alliages tels que celui du laiton et du bronze. Un quart environ de la production mondiale de cuivre est destiné à la construction de matériels électriques tels que moteurs, générateurs ou tableaux de distribution. Vingt (20) p.100 sont utilisés aux fins d'applications électriques telles que la transmission de l'énergie et de la lumière, les transmissions par téléphone et télégraphe, la radio et la télévision, les réfrigérateurs et les systèmes de conditionnement de l'air. En outre, on peut supposer que 10 p.100 de cette production, utilisés pour la fabrication de tiges et fils de cuivre, aboutissent, d'une manière ou d'une autre, à des applications électriques ou à la fabrication de matériels. Ainsi, les utilisations du cuivre aux fins d'applications électriques représentent près de la moitié de la consommation mondiale de ce métal. L'industrie du bâtiment absorbe une proportion considérable - environ 10 p.100 de la production mondiale totale - qui trouve son utilisation dans la fabrication des tuyaux de plomberie et de chauffage central, des bandes et feuilles de cuivre pour les couches d'isolation, les toitures, les rejeteaux, les chaperons, les gouttières et les tuyaux de descente. Il entre également dans la fabrication de lits, de tringles à rideaux, de châssis de fenêtres et de bordures de toits.

52. L'industrie automobile en consomme aussi à peu près le même volume, essentiellement sous forme de tuyaux de raccordement et de bandes pour les radiateurs. La demande de cuivre pour la fabrication de douilles; d'obus et de cartouches est assez fluctuante; en temps de paix elle n'absorbe probablement que 2p.100 des offres disponibles. Le reste de la production mondiale est utilisé pour la fabrication de tubes pour les condenseurs des locomotives, les centrales électriques, les bateaux, les usines de produits chimiques et les machines, les plaques des foyers intérieurs à grilles horizontales des locomotives, les cylindres et réservoirs de toutes sortes, les cuves de brasserie, les chaudières

^{64/} K. Warren, op.cit., p. 114 et Mining Mirror, décembre 1973, p.7

et les alambics pour la fabrication du whisky, l'estampage des pièces de monnaie, les tiges de vis, les boulons et écrous, les pièces en fonte coulée - d'habitude sous forme d'alliage -, les ferrures métalliques et les coussinets, les corps de pompes, les valves et maints autres usages techniques. Enfin, une certaine proportion est transformée en produits chimiques à base de cuivre entrant dans la composition d'insecticides et de fongicides ou utilisés pour la fabrication de peintures et colles ^{65/}. La réponse à la question de savoir si oui ou non le cuivre continuera d'être un produit de grande importance pour le monde dépendra de trois facteurs fondamentaux : la demande mondiale, l'évolution de l'offre dans le monde et les mouvements des cours du métal. La demande mondiale à son tour, sera fonction de toute une série de facteurs dont le développement des techniques d'utilisation, les tendances de l'offre et l'évolution de la transformation de métaux concurrents tels que l'aluminium.

53. Les progrès techniques pourraient, à tout prendre, avoir une influence négative sur l'industrie du cuivre, tout comme les améliorations apportées à la téléphonie réduisent en ce moment le volume de fils de cuivre nécessaire pour faire passer un message donné, ou l'utilisation accrue des micro-ondes et des satellites réduit fortement à l'heure actuelle la nécessité de recourir aux câbles longue distance. L'utilisation de l'aluminium, métal relativement nouveau, comme concurrent du cuivre constitue une menace très sérieuse. Bien que l'on n'ait pas encore fini d'en explorer tous les usages possibles, l'interchangeabilité de l'aluminium n'en est pas moins d'ores et déjà surprenante. En effet, il y a de cela cent ans, l'aluminium était un métal de peu de valeur commerciale dans le monde de la métallurgie ^{66/}. On l'alliait avec le cuivre pour produire du cupro-aluminium et pour faire des ornements; les autres usages en étaient réservés à la fabrication de certaines pièces entrant dans la construction de bâtiments ou de ponts. En outre, la bauxite étant abondante dans l'écorce terrestre, toute innovation qui en réduirait sensiblement le coût de transformation actuellement élevé, compromettrait sérieusement la demande de cuivre.

^{65/} Optima, volume 5 no.1, p. 26

^{66/} K. Warren, op.cit., p. 83

CHAPITRE III

LE ROLE DU CUIVRE DANS L'ECONOMIE ZAMBIENNE

54. L'industrie zambienne d'extraction du cuivre revêt une importance considérable pour l'économie de ce pays. Avec un budget de dépenses d'équipement de plus de 1,130 milliard de Kwacha ^{67/}, elle constitue la principale source de devises du pays et son influence se fait sentir même dans les régions les plus reculées. Le développement des infrastructures de santé, d'éducation, de communication ainsi que le mouvement de la masse monétaire des centres urbains vers les campagnes sont fonction des recettes procurées par les activités minières. Ainsi qu'il ressort du tableau 2 ci-après, l'industrie du cuivre détient une part considérable dans le produit intérieur net du pays.

Tableau 2. Part de l'industrie extractive dans le produit intérieur de la Zambie

Année	Produit intérieur brut (en millions de kwacha)	Part de l'industrie ex- tractive (en millions de kwacha)	
1977	2 024	223	11%
1978	2 259	271	12%
1979	2 566	450	18%
1980	3 038	520	17%

Source : Mining Year Book, (1980); (Annuaire des industries extractives)(1980).

55. Le cuivre, ainsi que d'autres produits miniers, constituent les principales exportations du pays. On trouvera dans le tableau 3 ci-dessous la valeur des exportations du cuivre par rapport à celle des exportations totales du pays.

^{67/} Au moment de la publication, 1 dollar E.-U. était égal à 1,34 Kwacha.

Tableau 3. Contribution du cuivre dans la valeur des exportations totales de la Zambie

Année	Valeur des exportations nationales (en millions de Kwacha)	Valeur des exportations de cuivre (en millions de Kwacha)	
1976	749	705	94%
1977	706	661	94%
1978	676	633	94%
1979	1 073	1 034	96%
1980	1 004	960	94%

Source : Mining Year Book, 1980 - (Annuaire des industries extractives, 1980)

56. Les mines de cuivre figurent parmi les premiers employeurs de toute la Zambie, avec environ 15 p.100 des salariés du pays.

Tableau.4. Importance de la main-d'oeuvre de l'industrie extractive

Année	Expatriés	Zambiens
1977	3 609	55 446
1978	3 245	53 437
1979	2 694	52 831
1980	2 485	55 258

Source : Mining Year Book, 1980 - (Annuaire des industries extractives 1980).

57. L'examen de ces tableaux permet de se faire une idée de l'importance capitale que revêt l'industrie d'extraction du cuivre dans l'économie zambienne. Il n'existe certainement que très peu de pays dans le monde qui soient aussi tributaires de la production et du cours d'un seul produit que l'est la Zambie du cuivre.

58. L'importance du cuivre dans la société zambienne transcende sa valeur économique : il revêt également une importance sociale et politique. Le processus d'industrialisation du pays, qu'il soit déclenché par des mesures politiques ou économiques, est, dans une grande mesure, lié à l'exode rural, doublement provoqué par l'attraction des centres urbains et par les pressions économiques. Près de 40 p.100 de la population de la Zambie, qui se chiffre à 5 millions, habitent dans les centres urbains, concentrés à près de 50 p.100 dans le "Copperbelt". Les migrations vers cette région sont, pour l'essentiel, le résultat direct des besoins en main-d'oeuvre de l'industrie extractive.

CHAPITRE IV

REPARTITION DES COUTS ET AVANTAGES DE L'INDUSTRIE DU CUIVRE

59. Ce n'est pas une tâche aisée que de déterminer avec précision la structure de la répartition des avantages tirés de l'industrie du cuivre en Zambie. La difficulté procède, en partie, du manque de données pertinentes nécessaires pour l'évaluation empirique et le calcul de ces avantages. Les paragraphes qui suivent sont consacrés à l'étude des structures de la commercialisation, de la répartition des gains et de l'imposition afin de pouvoir déterminer la répartition des avantages tirés de l'industrie du cuivre.

A. Commercialisation du cuivre

60. Le cuivre zambien est vendu dans une vingtaine de pays dans le monde. Ces exportations s'effectuent, pour l'essentiel, à partir du port de Dar-es-Salaam où elles arrivent par le chemin de fer Tanzanie-Zambie. Jusqu'en 1935, la totalité de la production était exportée sous forme de cuivre ampoulé pur à 99,5 p.100. De nos jours, l'essentiel de la production du "Copperbelt" est affinée par procédé électrolytique à un degré de pureté avoisinant 99,9 p.100.

61. Jusqu'en 1969, les ventes étaient effectuées par la Roan Selection Trust (RST) et l'Anglo-Américan Corporation (appelée Zamanglo en Zambie) pour leur propre compte étant donné qu'elles possédaient les mines. Après la nationalisation de ces dernières, en 1969, l'Etat zambien a passé avec ces deux sociétés ^{68/} des contrats de commercialisation en vertu desquels elles devaient mettre à la disposition des sociétés d'exploitation minière toutes les infrastructures de commercialisation. Elles étaient également les représentants exclusifs des mines dans tous les pays et toutes leurs opérations se déroulaient par le biais des facilités de vente existantes. Ces contrats garantissaient qu'il n'y aurait aucune intervention de l'Etat dans les activités de vente et de commercialisation d'une part et, de l'autre, dépendaient de l'amortissement du capital des obligations et prêts; ils portaient en outre sur une période de 10 ans. Il peut y être mis fin soit à expiration de ce délai, avec un préavis de deux ans, soit après amortissement du capital des obligations et prêts selon que l'une ou l'autre clause se réalise la dernière. Ces contrats ont expiré le 31 août 1973 et une société nationale, la Metal Marketing Corporation of Zambia, fut créée pour se charger de la commercialisation de tous les métaux et produits minéraux en Zambie.

^{68/} L'Anglo-American Corporation (Central Africa) Ltd. avait proposé, le 27 avril 1970 la fusion de la Bancroft Mines Ltd., de la Nchanga Consolidated Copper Mines Ltd. et de la Rhokana Copper Refineries Ltd., fusion dans laquelle la ZIMCO acquerrait 51 p.100 des intérêts.

62. En rémunération de leur office de représentants exclusifs, la RST et la Zamanglo percevaient 0,75 p.100 des recettes brutes de toutes les ventes du cuivre métal et 2,5 p.100 sur celles du cobalt. Les sociétés Arner Sales et RSTIM, leurs sous-agents, collaboraient étroitement avec d'autres sociétés de courtage, en l'occurrence l'Anglo Chemical et l'Ore and Ametalco Trading qui, toutes deux, sont des sociétés de la Bourse des métaux de Londres. A la faveur de tels arrangements, dont l'Etat zambien se rendra compte qu'ils sont contraires aux intérêts du pays ^{69/}, les mêmes sociétés pouvaient ainsi contrôler la production, la distribution et la commercialisation. Ces sociétés avaient en effet quatre manières possibles de détourner les recettes. La vente de la production de cuivre d'une année donnée est d'habitude réservée, par contrat, bien avant le début de l'année en question. Cependant, cette pratique comporte quelque risque de manquement en cas de grèves, de problèmes de transport ou autres événements imprévisibles. C'est pourquoi, les sociétés de commercialisation, par mesure de précaution, ne passent de contrats que pour 80 à 90 p.100 environ de la production planifiée pour des débouchés d'utilisation finale sûrs; le reste, soit 10 à 20 p.100, étant ultérieurement vendu sur contrat aux sociétés de courtage affiliées sur une base d'appoint. Celles-ci, dès qu'elles prenaient livraison du cuivre, le vendaient à des conditions circonstanciées qui leur permettaient de réaliser des primes spéciales pouvant atteindre jusqu'à 50 dollars par tonne.

63. Les pays consommateurs de cuivre ont été classés en deux catégories, à savoir les pays présentant des risques d'insolvabilité (pays consommateurs susceptibles de manquer à leurs obligations de paiement du cuivre livré) d'une part et, de l'autre, les pays ne présentant aucun risque. Dans ce dernier cas, les contrats sont passés directement entre les sociétés de courtage et les fabricants, les prix étant ceux fixés par la Bourse des métaux de Londres, C.A.F. au départ des grands ports européens ou japonais. En revanche, les contrats avec les pays de la première catégorie sont passés d'abord avec les sociétés de courtage de la société mère qui, à son tour, revendait le métal aux fabricants au cours en vigueur à la Bourse des métaux de Londres, majoré du coût-assurance-frêt. La différence entre ces deux prix, qui pouvait atteindre parfois jusqu'à 80 dollars par tonne, était versée dans les comptes privés de la Zamanglo et de la RST. Les sociétés soutiennent que cette différence de prix est destinée à les protéger contre les risques d'insolvabilité; en fait ces risques sont réduits par l'ouverture de lettres de crédit irrévocables bien avant l'expédition des livraisons. A cause des incertitudes du marché, les fabricants, surtout ceux des pays aussi éloignés que l'Amérique du Sud, tendent à être quelque peu prudents dans leurs achats de cuivre afin d'éviter d'avoir à payer les coûts élevés des stocks inutilisés. En Europe de l'Ouest par contre, les fabricants, par habitude achètent plus qu'il ne leur en faut parce qu'ils ont à leur disposition les entrepôts de la Bourse des métaux de Londres. Ainsi, un fabricant en Chine en

^{69/} Déclaration faite par le président zambien lors d'une conférence de presse tenue le 31 août 1973. Times of Zambia, 1er septembre 1973.

rupture de stock de cuivre devra prendre contact avec des courtiers de la Bourse des métaux de Londres qui lui vendront le métal au cours de ladite Bourse majoré des primes spéciales en vigueur et du coût du frêt et assurance. Ces courtiers veilleront par la suite à ce que le cuivre soit expédié à partir de la Zambie alors qu'ils en verseront le règlement à la maison mère.

64. Parmi les autres manoeuvres qui vont à l'encontre des intérêts de la Zambie, il y a celles relatives à la qualité du métal et au délai de livraison. Un utilisateur de cuivre peu sourcilleux, un laminoir de laiton par exemple, se laissera persuader d'accepter une livraison de mauvaise qualité pour réserver ainsi le produit de première qualité aux clients plus exigeants, les tréfileries de fils fins par exemple, qui accepteraient volontiers de payer une prime en sus. De même, on essayera de presuader un client qui dispose déjà de stocks importants d'accepter une livraison à une date ultérieure et céder ainsi l'expédition à un client qui ne saurait attendre et qui, pour cela, est prêt lui aussi à payer une prime en sus. On vendait également du cuivre impur au rabais à des maisons de courtage affiliées qui, à leur tour, le revendaient aux affineries en Europe et ailleurs 70/.

65. A l'heure catuelle, toutes les opérations de vente du cuivre de la Zambie sont contrôlées par la société d'Etat, la Metal Marketing Corporation Limited (MEMACO), ce qui a permis à l'Etat d'accroître sa participation à la commercialisation du cuivre à tel point qu'il en assure le contrôle absolu de la vente de tout le cuivre produit dans le pays. Chaque année, en septembre, les sociétés minières, le Ministère des finances et la Banque de la Zambie se retrouvent avec les responsables de la MEMACO pour débattre des propositions relatives à la vente du cuivre pour l'année suivante. Les propositions formulées à cet égard par la MEMACO s'inspirent de l'observation qu'elle a faite de la situation du marché et des autres producteurs de cuivre. En ce qui concerne les sociétés minières, elles présentent les estimations de leur production. Et ce n'est qu'une fois les conditions de vente arrêtées que la MEMACO peut entreprendre des négociations avec les acheteurs. Elle communique alors ces conditions de vente pour l'année à venir à ses représentants qui les transmettent à leur tour aux clients, après quoi des dispositions sont prises pour organiser une rencontre clients-MEMACO en vue d'engager des négociations directes et conclure des accords. Les cours de la Bourse des métaux de Londres servent de base pour la fixation des prix et dans les contrats sont incluses les primes pour la qualité du métal, les frais d'assurance et d'expédition. Il en est ainsi surtout parce que les cours inscrits à la Bourse des métaux de Londres sont très fluctuants, les prix à court terme variant deux fois par jour pour refléter le plus fidèlement possible la situation de l'offre et de la demande. Aux Etats-Unis, les producteurs de cuivre ont déterminé depuis 1965 leurs propres cours nationaux, plus stables que ceux de la Bourse des métaux de Londres 71/.

70/ Ces questions ont été examinées par M. Munasangu dans une thèse présentée à l'Université de Virginie, 1981. (Sovereignty over natural resources with emphasis on African States).

71/ K. Warren, op.cit., p.137

La Zambie vend l'essentiel de son cuivre aux principaux pays mentionnés dans le tableau 5 ci-après :

Tableau 5. Ventes de cuivre aux principaux clients de la Zambie

Pays	Volume des ventes (en milliers de tonnes)			
	1976	1977	1978	1979
Japon	125	127	123	143
France	56	66	63	87
Allemagne (R.F.)	122	107	89	75
Royaume-Uni	93	101	79	72
Italie	74	73	51	56
Inde	38	13	28	42
Etats-Unis d'Amérique	108	57	41	22
Chine	20	23	22	21

Source : Zambia Mining Year Book (1979)

B. Taxation dans l'industrie du cuivre avant 1970

66. La tendance, largement répandue dans la plupart des pays miniers et à laquelle la Zambie ne fait point exception, est que l'Etat recherche à exploiter dans toute la mesure du possible la capacité fiscale des détenteurs des droits d'exploitation minière. Pour ce faire, l'Etat, dans ces pays, recourt donc à toute une série de mesures fiscales. Jusqu'en 1968, les détenteurs de ces droits d'exploitation minière en Zambie étaient assujettis à trois principaux types de taxes : les redevances, la taxe à l'exportation et l'impôt sur le revenu.

1. Les redevances

67. Les redevances, dans l'acception qui en est donnée ici, sont le loyer ou la taxe que le propriétaire de minéraux doit payer sur la base du simple fait qu'il est propriétaire. Jusqu'en 1964, le montant de ces redevances, en Zambie, était fixé par la British South Africa Company ^{72/}, qui les percevait également.

^{72/} Les redevances étaient prises en compte dans les licences de prospection, et c'est en application des dispositions du Décret sur les extractions minières (Amendement), Loi no.5 de 1965, qu'elles sont devenues payables à l'Etat zambien.

Elles représentaient 13,5 p.100 du prix du cuivre diminué de 16 kwacha par tonne forte produite 73/. Cette réduction de 16 kwacha était destinée à supprimer les redevances lorsque le cours du cuivre était bas. De ce fait, en application de cette disposition, aucune taxe n'était prélevée quand le cours était inférieur à K118,52 par tonne forte.

68. Après l'accession de la Zambie à l'indépendance, l'Etat a continué d'imposer les taxes pendant quelques temps parce que, du point de vue de l'accroissement de ses revenus réels, cela lui était, dans une grande mesure, très avantageux. En 1966, la plupart des sociétés minières payaient en moyenne £87,86 de redevances par tonne courte, ce qui procurait à l'Etat des recettes non négligeables 74/. La décision de maintenir ces taxes était également de nature politique en ce sens que l'Etat avait très peu de sympathie pour les sociétés minières sur la question, d'autant plus qu'elles n'avaient pas fait grand-chose pour y remédier du temps de la British South Africa Company 75/.

69. Le montant institué par la formule des redevances durant les années 30 avait très peu de rapport avec les coûts modernes de la production 76/. L'Etat percevait toujours les mêmes redevances pour chaque tonne forte de minéral produite sans pour autant que l'on tienne compte des grandes fluctuations du coût de manufacture au mineur, que ce soit dans différentes mines ou différents puits de la même mine. Ainsi, en 1966, le coût moyen du transport du mineur au client était de £50 par tonne 77/.

70. La moyenne de huit cours à la Bourse des métaux de Londres au moment de la production servait à calculer le montant de la taxe; très souvent ceux-ci n'avaient aucun rapport avec les recettes déclarées par les compagnies. En outre, ce prix a dépassé les chiffres de 1930, ainsi qu'on peut le constater dans le tableau comparatif ci-dessous.

73/ Condition no.14 relative à la délivrance de licences de prospection.

74/ En 1966 par exemple les mines avaient payé rien qu'en redevances la somme totale de £37324,126. Voir le "Copper Service Bureau", Copperbelt of Zambia Mining Industry Year Book, 1966.

75/ K. Kaunda, Towards Complete Independence of Zambia, loc. cit., p. 35. Remarque du Président zambien, mais publiquement démentie par l'une des compagnies, la Roan Selection Trust, qui a déclaré qu'elle s'était élevée contre cet état de choses pendant des années (voir la déclaration du Président de la RST, 22 août 1969).

76/ Imperial Institute, Mining Royalties and Rents in the British Empire, 1936, p. 35.

77/ Mines Industrial Corporation, Mining Year Book of Zambia, 1974, p. 35

Tableau 6. Cours annuels moyens de la tonne forte de cuivre (Bourse des métaux de Londres)

1965-1968		1947-1951	
<u>Année</u>	<u>Cours</u>	<u>Année</u>	<u>Cours</u>
1965	541	1947	130,6
1966	411	1948	134,0
1967	517	1949	133,0
1968	611	1950	179,0

Source : Zambia Mining Year Book, 1974 et Rapport de la Commission de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, Nations Unies, 1962, p. 165.

71. Le cours du cuivre à la Bourse des métaux de Londres était beaucoup plus élevé que les prix de vente réels pratiqués par les compagnies minières. Les redevances, en tant que taxe sur la production, constituaient pour les mines un coût d'exploitation direct pour chaque tonne de cuivre produite. De ce fait, et à cause de certains facteurs comme la qualité, la position et la teneur du minerai, les compagnies ne pouvaient se permettre d'exploiter n'importe quel type de minerai. En 1963 par exemple, le coût moyen mondial de production d'une tonne forte de cuivre primaire affiné était d'environ K330 78/. Le coût moyen de ce métal au cours de la même année était sensiblement le même : K320, comprenant les frais de transport - K46 par tonne forte - et les redevances, K48 en moyenne par tonne forte 79/.

72. En outre, si l'on considère les redevances comme des coûts de production supplémentaires, elles peuvent, dans ce cas, empêcher l'exploitation de mines qui, autrement auraient pu être rentables car elles réduisent ou suppriment ainsi les bénéfices potentiels. C'est là un réel problème qui se pose à l'exploitation de mines coûteuses telles que celle de Bancroft qui, en 1967, avait perdu ainsi K9,18 par tonne forte après avoir payé K102,60 de redevances par tonne 80/. Toute taxe réduit le taux des profits réalisables sur les investissements; toutefois, contrairement aux redevances le prélèvement d'une taxe orientée vers le profit ne peut supprimer les bénéfices. Le paiement des redevances a également compromis

78/ R. Prain, Some Thoughts on Copper Production; Selected Papers, 1963-1967, Roan Selection Trust, 1968, p.21

79/ Ibid.

80/ Copperbelt of Zambia Mining Year Book, 1968, p.14. Il est possible cependant de remettre le paiement des redevances, comme le fait parfois Broken Hill, mais les conditions de cette procédure étaient telles que les bénéfices de la mine en étaient toujours nuls. D'autre pat, on n'est jamais sûr au début de pouvoir en remplir les conditions.

le taux de récupération des minéraux ^{81/}. En effet, coûts de production supplémentaires, elles poussent le coût d'exploitation des minerais marginaux au-dessous de seuil de rentabilité, ce qui fait qu'on les considère dès lors comme inutiles, parce que non rentables. Dans une telle situation l'Etat était, dans une grande mesure, le principal perdant car les minerais de moins bonne qualité étaient exclus de la production et ne seront certainement jamais exploités à cause du coût des redevances; leur exploitation ne serait possible ou rentable que si elle se faisait parallèlement avec celle de minerais de teneur plus élevée.

Tableau 7. Tableau comparatif du taux moyen des redevances et de la teneur des minerais de cuivre en 1968

Mine	Volume du cuivre assujéti au paiement des redevances	Teneur du minerai	Taux moyen des redevances par tonne
Bancroft	55 919	3,40	81,84
Chambeshi	21 542	2,70	88,52
Chibuluma	25 505	2,29	89,00
Luanshya	103 729	1,90	88,85
Mufulira	197 979	2,47	87,91
Nchanga	225 337	2,57	88,09
Ronkana	103 299	2,11	89,11

Source : Copperbelt of Zambia, Mining Year Book, 1969

73. Le système de prélèvement des redevances est inéquitable entre les mines en ce sens que ce sont les mines les moins rentables qui en payaient les taux les plus élevés ^{82/}. Bien qu'en Zambie les principaux groupements miniers soient composés à la fois de mines coûteuses et de mines peu coûteuses, les autres mines isolées ont elles aussi d'autres actionnaires à qui ce système de prélèvement des redevances infligeait un traitement injuste.

^{81/} En d'autres termes, l'exploitation de ces minéraux serait rentable dans d'autres pays mais pas en Zambie. On connaît une société philippine qui a pu exploiter ainsi 74 p.100 du minerai de cuivre d'une mine en Martinique, ce qui aurait été impossible en Zambie à cause des redevances. Roan Selection Trust, Bulletin, 1968.

^{82/} Entre le coût de production le plus élevé et le plus bas il y a une différence de K3 par tonne forte.

74. Avec le renchérissement du coût du matériel lourd et d'autres facteurs indispensables dans la production minière, les redevances ont eu pour effet, pendant quelque temps, la réduction de la marge bénéficiaire des mines d'appoint. Outre cet inconvénient, les redevances affectent également d'autres domaines miniers tels que l'exploration : il ne servirait à rien, en effet, de poursuivre la découverte de minerais de qualité inférieure à un certain seuil puisque leur exploitation ne peut qu'en être non rentable.

75. La solution pourrait consister, entre autres, à exonérer les mines à faible teneur du paiement des redevances. Le problème qui se pose cependant c'est qu'en fait les mines riches ne sont pas forcément les productrices les moins coûteuses; à preuve, la mine de Bancroft renferme le minerai le plus riche et pourtant ses coûts d'exploitation n'en sont pas pour autant moins élevés; en revanche, celle de Luanshya, la plus pauvre, est d'exploitation peu coûteuse. Cela tient parfois au fait que les mines peu riches utilisent la technique de l'exploitation à ciel ouvert; par ailleurs, le perfectionnement des machines de production a atténué l'accroissement du coût de la main-d'oeuvre tout en compensant à la fois la baisse de la qualité des minerais : le coût de la main-d'oeuvre par livre de minéral en est devenu plus statique 83/.

76. Une autre possibilité de remédier à cette situation est de mettre fin au prélèvement d'un taux uniforme de redevances pour toutes les mines ou groupes de mines d'un minéral donné dans un pays. Bien qu'une telle approche soit logique du point de vue économique, certains facteurs politiques et administratifs tels que les complications arithmétiques que comporte l'application de taux différents selon les types de minerais, empêchent les propriétaires de minerais de l'adopter. Une troisième solution est celle qui consisterait à intégrer le taux des redevances dans quelque mesure de rentabilité; enfin, la dernière possibilité est celle d'abandonner l'imposition de redevances sur la production et d'élaborer un autre régime fiscal pour les minerais.

83/ Aux Etats-Unis, en 1965, le coût de la main-d'oeuvre par livre de minerai était de 17 cents pour les minerais d'une teneur inférieur à 1 p.100, 22 cents pour ceux dont la teneur était de 1 à 2 p.100, et 24 cents pour les minerais d'une teneur supérieure à 2 p.100. Northern Miner Press Ltd., Mining Explained, 1968, p.191

2. Taxes à l'exportation

77. Il est un autre type de taxe, la taxe à l'exportation, et qui était prélevée sur chaque tonne forte de cuivre fini exporté 84/. Le taux en était de 40 p.100 du prix de la tonne forte de cuivre si celui-ci est supérieur à K600. En-dessous de ce seuil, aucune taxe à l'exportation n'était due. Cette disposition, adoptée en avril 1966, lorsque les prix au producteur étaient tombés, devait permettre à l'Etat de se tailler une part importante dans les gains de conjoncture qui s'ensuivraient 85/; et il y parvint avec bonheur dans une certaine mesure 86/. Etant donné que ces taxes étaient prélevées sur les exportations et que virtuellement la totalité de la production minière de la Zambie est destinée à l'exportation, il s'agissait donc en fait de taxes sur la production. En outre, ces taxes, pour ce qu'elles ne tenaient pas compte non plus des coûts de la production, s'ajoutaient tout simplement ainsi aux effets néfastes des redevances.

3. Impôts sur le revenu

78. Le troisième type de taxe prélevée était l'impôt sur le revenu. Les sociétés minières avaient le droit de prétendre à un amortissement raisonnable sur toute machine tombant en désuétude ou devenant inutilisable. Bien que les impôts sur les sociétés fussent alors introduits, leur application à l'industrie minière était atténuée par l'octroi de primes d'exploitation. Juste avant la modification de la structure de la fiscalité, des impôts sur le revenu étaient perçus sur les bénéfices, au taux de 37,5 p.100 sur la première tranche de K200 000 de bénéfice et 45 p.100 sur le reste 87/.

84/ Copper (Export Tax) Act, chapter 669 of the Laws of Zambia. Le ministre des finances pouvait exonérer n'importe qui du paiement des taxes à l'exportation.

85/ Auparavant, les compagnies zambiennes vendaient le cuivre à un prix à la production qui était nettement inférieur au cours du marché de la Bourse des métaux de Londres; et ce, surtout pour contrecarrer la menace que constitue la substitution du cuivre par d'autres métaux meilleur marché. En 1966, par exemple, elles avaient vendu leur cuivre à £336 la tonne alors que le cours du marché était de £700 la tonne. Voir R. Sklar, Corporate Power in an African Country: The Political Impact of Multinational Mining Companies in Zambia (Berkeley, California, University of California Press, 1975).

86/ Rien qu'en 1968, les mines avaient payé £65 185 585 de taxes à l'exportation. Voir Copperbelt of Zambia, Mining Year Book, 1969, p.34

87/ Income Tax Proclamation, 1926, S.5.

79. Lors du calcul des bénéfices à des fins fiscales, une déduction était accordée pour les dépenses engagées dans les travaux de prospection, le forage de trous de sondage et de puits, le creusage de tranchées et autres travaux de prospection ou d'exploitation entrepris pour acquérir le droit d'exploiter les minéraux ou pour les frais engagés pour la mise en valeur d'un site d'extraction minière dans le pays 88/. Une déduction était également faite des faux frais, à condition que le montant total n'en dépasse, pour aucune année, K200 000. Les opérations d'exploitation minière séparées et distinctes dans les mines non contigües bénéficiaient elles aussi de ces déductions, calculées séparément selon la durée de vie approuvée de chaque mine. Les sociétés minières peuvent choisir de déduire de telles dépenses du revenu procuré par une mine en activité. A la cessation des opérations d'exploitation, la compagnie pourra déduire ses dépenses d'équipement non amorties 89/.

80. En plus des déductions ci-dessus mentionnées, les sociétés minières pouvaient bénéficier d'une déduction pour amortissement au taux de 2 p.100; toutefois, les sociétés susceptibles d'être assujetties à des impôts sur le revenu en dehors de la Zambie pour des opérations d'exploitation minière entreprises dans ce pays ne peuvent bénéficier de cette déduction pour une quelconque forme de revenu sujet à une déduction ou bénéficiant d'une provision pour reconstitution des gisements 90/. Lorsqu'une telle déduction était accordée, l'indemnité pour épuisement des mines ne doit pas dépasser celle accordée par la Zambie. Aucune provision de ce genre n'était accordée à quiconque si le montant dû, d'après cette formule, est supérieur au revenu attribuable aux opérations d'exploitation minière. L'effet du système de la taxe à l'exportation et des redevances examiné plus haut était de rendre quelque peu inefficace les déductions fiscales pour investissements, ainsi qu'on peut le constater dans le niveau de l'activité minière.

81. Bien que l'accroissement de la production des mines existantes puisse avoir pour effet une augmentation marginale de leur capacité, la période de gestation d'une mine nouvelle peut atteindre jusqu'à sept ans. Pour les compagnies minières le fait que les ressources minières ne soient pas mises en valeur ne peut être imputable qu'à la seule structure des taxes 91/. Sans pour autant nier qu'elle constitue une entrave majeure, elle n'en est cependant pas le seul facteur qui inhibe la croissance. Et quand bien même les compagnies ont réfuté cet argument, on peut prouver que pendant longtemps, ces compagnies avaient adopté la pratique consistant à distribuer l'essentiel de leurs gains disponibles en dividendes à l'étranger. L'étude de la période 1945-1956, antérieure à l'incidence du système des redevances et à l'introduction de la taxe à l'exportation, permet d'en avoir

88/ Income Tax (Amendment) Act No. 26 of 1970, S.19 (1)

89/ Ibid. 21 (1)

90/ Income Tax Act, op.cit.; S.33

91/ K. Kaunda avait dénoncé les préjudices que les méthodes de mise en valeur des ressources minières portaient aux politiques d'investissement des compagnies (K. Kaunda, Zambia Towards Economic Independence, 1970, p. 45 à 46). Les deux sociétés minières s'en sont prises, quant à elles, au problème que posaient les taxes et impôts. (Voir : Anglo-American Corporation of South Africa Ltd., Déclaration du Président, novembre 1968, p. 7).

le coeur net. Comme les sociétés minières se doutaient, à juste titre d'ailleurs, que les nationalisations interviendraient tôt ou tard, elles ne tenaient donc pas particulièrement à réinvestir leurs bénéfices dans le capital productif dont ils sont susceptibles d'être expropriés dans un avenir proche, d'autant plus qu'elles ne savent pas jusqu'à quel point elles seraient éventuellement indemnisées.

Tableau 8. Bilan de l'industrie minière faisant apparaître les investissements et les dividendes 1945-1957

Année	Investissement brut	Flux des investissements privés directs vers la fédération de la Rhodésie et Nyasaland	Dividendes payé à l'étranger
1945	1.09	-	1.7
1946	0.9	-	2.8
1947	2.4	-	8.6
1948	2.9	-	9.3
1949	6.6	-	11.1
1950	8.5	-	18.6
1951	11.4	-	22.0
1952	15.2	-	20.3
1953	16.5	-	17.9
1954	14.9	-	18.3
1955	21.4	3.4	20.8
1956	18.0	2.5	25.5
1957	-	2.9	-

Source : Rapport de la Commission de la souveraineté permanente sur le patrimoine et les ressources naturelles, Nations Unies, 1962

C. Législation postérieure à 1970

1. Taxe sur les produits miniers

82. En 1969, le Gouvernement zambien, dans un effort visant à rationaliser le développement du système des droits miniers, avait modifié les taxes imposées sur les détenteurs de ces droits. Les redevances et les taxes à l'exportation furent ainsi supprimées et remplacées par une taxe unique sur les produits miniers ^{92/}. Cette nouvelle taxe, qui était entièrement fondée sur la réalisation du profit, était prélevée au taux de 51 p.100 des bénéfices réalisés sur le cuivre, 13 p.100 pour le plomb, le zinc et l'améthyste et 20 p.100 pour

^{92/} Mineral Tax Act, 1970.

l'or. Les détenteurs des droits miniers continuent de payer l'impôt sur le revenu, prélevé au taux de 45 p.100 sur leurs bénéfices après paiement de la taxe sur les produits miniers, ce qui ramène le taux des impôts sur les bénéfices à 73,05 p.100 pour le cuivre 93/.

83. La section 7 de la Mineral Tax Act (loi sur les taxes sur les produits miniers) revêt également une importance toute particulière. Elle stipule en effet qu'une compagnie peut prétendre au remboursement de la taxe sur les produits miniers pour une quelconque période prescrite sur ses revenus moyens durant ladite période sont inférieurs à 12 p.100 de son capital moyen durant cette période. Lorsqu'une compagnie remplit donc les conditions requises, le montant du remboursement auquel elle a droit est la différence entre 12 p.100 de son capital moyen durant la période prescrite et le pourcentage de ces revenus moyens. Le capital moyen est la somme totale du capital pour chaque année où la taxe est payée.

84. L'implication de cette disposition sur le remboursement, dans le cas des nouvelles mines de cuivre, est qu'il existe en fait une échelle mobile dans la taxation globale et qui va d'un minimum de 22,09 p.100, après le remboursement de toutes les taxes sur les minéraux, à un maximum de 73,05 p.100 tel qu'indiqué plus haut.

85. La plupart des compagnies minières tendent à croire que la protection du niveau de profit de 12 p.100 ne sert en fait à rien puisque très peu d'entre elles se risqueraient dans une entreprise de niveau de rentabilité aussi bas. Elles soutiennent qu'étant donné qu'elles peuvent obtenir un tel pourcentage d'intérêt dans une banque et sans risque aucun, elles sont, de ce fait, très peu disposées à se lancer dans l'exploitation minière, avec tous les risques que comporte cette activité. En outre, puisqu'il s'agit là d'une exonération, plutôt que d'un remboursement, le bénéfice imposable serait frappé de 45 p.100 d'impôt sur le revenu; en revanche elles bénéficieraient d'une exonération de l'impôt sur les produits miniers. Une mine bénéficiant d'un tel dégrèvement serait désavantagée par rapport à une autre qui n'en jouirait pas, si elle ne réalise pas de profits inférieurs à 12 p.100 de son capital.

86. L'Etat, pour sa part, croit que le système du remboursement est une mesure d'incitation de grande valeur aussi bien pour les investissements potentiels que ceux existants. On ne saurait généraliser la valeur exacte de cette concession puisqu'elle dépend, dans une grande mesure, du rapport dette - capital de l'investissement initial. Plus la proportion de la dette est élevée, d'autant le bénéfice net sur la base duquel on peut prétendre au remboursement est faible. En temps normal, il n'y a pas eu un seul cas où le revenu moyen d'une quelconque société minière est descendu en dessous de 12 p.100 de son capital moyen; cette année, toutefois, il semble qu'aucune compagnie ne paiera un quelconque impôt à l'Etat à cause des prix extrêmement bas des produits de base par suite de la récession mondiale actuelle.94/.

93/ Ibid. Ce taux est très sensiblement le même que celui de la somme totale des taxes précédentes, sauf que la base de celles-ci avait changé.

94/ Daniel, The Guardian du 31 mars 1976, p.12

87. L'application d'un taux de quotité de 73 p.100 basé sur le profit élimine sans faute la plupart des anomalies relevées plus haut. Toutes les mines payent maintenant le même taux d'impôt sur le revenu, qui ne peut plus être supérieur à 100 p.100 des bénéfices ni prélevé sur les mines ne réalisant aucun profit. Le pourcentage des bénéfices payables en impôt est constant en dépit de l'évolution des cours des métaux, puisque les taux marginaux et les taux moyens des impôts sont maintenant identiques. En outre, l'impôt net sur le revenu a un effet économique minimal sur le taux et le niveau de redressement économique. L'assujettissement à l'impôt tend vers zéro lorsque la production de l'industrie extractive atteint le seuil de rentabilité, ce qui, dès lors, ne décourage plus les opérateurs à exploiter les minerais marginaux.

2. Dépenses d'équipement

88. Parmi les autres mesures, figurent les indemnités d'exploitation. Les compagnies exploitant des mines devenues productives après le 1er avril 1975 peuvent amortir leurs dépenses d'équipement au cours de l'année durant laquelle elles ont engagé de telles dépenses. Ces indemnités sont accordées aux compagnies établies en fonction du temps durant lequel la mine est entrée dans sa phase de production ^{95/}. Elles sont autorisées, à titre provisoire, à prétendre à des indemnités sur la base de la législation antérieure à la promulgation de la Income Tax (Amendment) Act de 1970. (Loi amendée de 1970 sur l'impôt sur le revenu).

89. Dans le cas des mines datant d'avant 1953 - au nombre de quatre - les dépenses d'équipement ne peuvent être autorisées que si elles sont inscrites sous des rubriques spécifiques et calculées à des taux fixes comme suit : usine et machines, 40 p.100 l'année d'achat, puis 20 p.100 sur le solde décroissant; matériel mécanique lourd de terrassement : 50 p.100 l'année de l'achat, puis 30 p.100 sur le solde décroissant; bâtiments industriels : 15 p.100 l'année de la construction, puis 5 p.100 sur le coût initial; logements économiques : 20 p.100 l'année de la construction, puis 10 p.100 sur le coût initial. Pour les dépenses d'équipement autres que celles visées ci-dessus le taux déductible pendant la durée de vie de la mine est de 1/20 du solde décroissant.

90. En ce qui concerne l'allocation des indemnités, leur échelonnement constitue le principal point sur lequel le traitement des vieilles mines semble différer de celui des nouvelles. En dernière analyse, toutes les dépenses d'équipement de l'une ou l'autre catégorie de mines sont amorties sur les bénéfices

^{95/} La loi (amendée) de 1970 sur l'impôt sur le revenu permettait à toutes les mines de déduire l'intégralité de leurs dépenses d'équipement au cours de l'année où elles ont été engagées. Elle fut amendée à son tour en 1973. En application de cette nouvelle loi les déductions immédiates étaient prélevées à 100 p.100 sur les mines bien établies. Cette disposition est maintenant stipulée dans la loi (amendée) de 1975.

imposables. Cette différence dans le traitement semble procéder de l'argument selon lequel en offrant à toutes ces deux catégories de mines la possibilité de déduire l'intégralité de leurs dépenses d'équipement au cours de l'année où elles ont été engagées, on permettrait ainsi aux sociétés en place de déduire leurs dépenses d'équipement pour de nouveaux projets des obligations fiscales auxquelles sont assujettis leurs bénéfices de l'heure, avantage dont les sociétés nouvellement créées ne sauraient bénéficier.

91. La loi sur l'impôt sur le revenu de 1970 permet de déduire les dépenses d'équipement à la fois de la taxe sur les produits miniers et de l'impôt sur le revenu. En ce qui concerne les dépenses d'équipement, le concept, assez restrictif jusqu'en 1970, en a été élargi à partir de cette date pour englober les coûts des bâtiments, des travaux des lignes de chemins de fer ou du matériel d'équipement ^{96/} ainsi que toute période de prime accordée pour l'utilisation de ces infrastructures. Cette rubrique "dépenses d'équipement" couvre également le coût du fonçage des puits, l'argent déboursé pour l'achat ou le paiement de primes pour l'utilisation de tout brevet, modèle, marque de fabrique ou procédé de fabrication, ou toute autre dépense de cette nature, ainsi que les dépenses d'établissement ou celles engagées durant toute période de non production dans les travaux de prospection préliminaires, de forage de trous de sondage, de mise en valeur ou de gestion, y compris tout intérêt dû sur les prêts utilisés à des fins d'exploitation minière. Elles ne couvrent pas cependant les dépenses autres que d'équipement, telles que les dépenses de main-d'oeuvre. Auparavant, le système des déductions fiscales sur les investissements variait selon la catégorie des dépenses, et ces amortissements ne pouvaient venir en déduction de l'impôt que sur l'impôt sur les revenus et non sur les redevances ou la taxe à l'exportation.

92. En application de ce système, le montant des dépenses en capital effectivement pris à sa charge par l'Etat est maintenant de 73 p.100 pour toutes les mines, contre 45 p.100 précédemment; en outre, à l'exception de la Nchanga Consolidated Copper Mines et de la Roan Consolidated Mines Ltd, toutes les mines peuvent bénéficier du dégrèvement fiscal immédiatement et non plus devoir attendre un certain nombre d'années. L'article 21 de la loi (modifiée) de 1970 sur l'impôt sur le revenu stipule en son alinéa 1 qu'un particulier ou une société engageant des dépenses dans des travaux de prospection ou d'exploration peut soit considérer ses dépenses comme une déduction soit, dans le cas d'une société, y renoncer en faveur de ses actionnaires. Ainsi, tout particulier investissant dans des activités de prospection peut-il amortir ses dépenses sur le revenu actuellement imposable en Zambie au lieu d'attendre de les récupérer sur les bénéfices finals. Si l'investisseur est une société autre que minière, la valeur de l'abattement immédiat, en égard à la taxe payée, ne sera que de 45 p.100, car elle ne peut venir en déduction que sur l'impôt sur le revenu.

^{96/} "Income Tax (Amendment) Act" no. 10 de 1975, S-19b(a)

93. Une société de prospection peut également renoncer à la déduction fiscale des dépenses en faveur d'une autre compagnie minière créée ultérieurement et dont elle est actionnaire ^{97/}. Ainsi, toutes les dépenses consenties par une compagnie minière qui découvre un gisement viable, y compris les dépenses engagées dans des régions situées en dehors de celle de la mine principale, peuvent-elles venir en déduction sur les bénéfices de la mine. Les groupes d'investisseurs qui entreprennent des travaux de prospection dans plusieurs régions à la fois ne manqueront pas de trouver cette possibilité alléchante et de décider ainsi de créer une compagnie pour exploiter une mine dans une de ces régions et continuer, pendant ce temps, à prospecter dans d'autres. D'une manière générale, on reconnaît que les avantages que présente une telle possibilité constituent une réelle mesure d'incitation pour les détenteurs de droits d'exploitation minière.

94. Le montant du capital effectivement versé par l'Etat s'en trouve d'autant plus accrue si la mine est finalement ouverte. En vertu de l'article 22 de la Loi (modifiée) de 1975 sur l'impôt sur le revenu, une mine nouvelle peut déduire les dépenses d'établissement effectuées au cours de chaque exercice fiscal majorées de 10 p.100 par an et payables à forfait, pour la période allant du premier jour de l'exercice fiscal durant lequel ces dépenses d'établissement ont été engagées au dernier jour de l'exercice précédant l'année où la production est imposable. Cela signifie que le montant non amorti de toutes dépenses d'établissement et des dépenses d'équipement engagées durant la période de production serait taxé de 10 p.100 par an jusqu'au premier jour où la compagnie commence à payer l'impôt sur ses revenus d'exploitation minière.

95. Un exploitant qui, soit possède une mine non contigüe dont il n'a tiré aucune production au cours de l'année, soit a le droit d'en exploiter une, peut déduire le montant des dépenses d'équipement engagées dans ladite mine du revenu qui lui est procuré par ses autres activités d'exploitation minière au cours de la même année où lesdites dépenses ont été effectuées. Cette mesure favorise certainement l'expansion des projets dans l'industrie minière; si ces dispositions fiscales étaient tout autres en ce qui concerne les mines contigües, les détenteurs de droits d'exploitation minière seraient très peu disposés à mettre en valeur de nouvelles mines. Une telle disposition a pour effet de traiter les mines non contigües comme si elles faisaient partie du site des activités d'exploitation minière où se déroulent les travaux d'extraction effective.

96. Toutefois, l'Etat se trouve confronté à quelques problèmes en ce qui concerne les déductions fiscales sur les investissements. D'abord, parce qu'elles sont susceptibles d'être facilement gonflées, surtout si les machines sont importées. Ensuite, plutôt que d'encourager les mines à forte intensité de main-d'oeuvre, elles favorisent tout au contraire les mines à forte intensité de capital qui drainent les réserves de devises, réduisent le nombre des emplois disponibles et offrent aux compagnies le moyen de manipuler leurs coûts pour se soustraire au paiement d'impôts.

^{97/} Ibid, p. 23

97. La Zambie n'accorde pas de provision aux sociétés minières pour reconstitution des gisements car cela réduirait le montant du revenu tiré des droits d'exploitation minière qui sert de base au calcul des impôts. On soutient que, théoriquement, l'octroi d'une provision pour reconstitution des gisements est nécessaire si l'on tient compte du fait que les produits miniers s'épuisent et qu'alors les investissements consentis dans la mine n'auront aucune valeur résiduelle. L'octroi d'une remise analogue à celle accordée pour l'amortissement des installations et matériels pourrait être institué pour refléter l'épuisement progressif du gisement du minerai. Toutefois dans le système zambien du régime d'exploitation minière, où les produits miniers et le capital utilisé sont la propriété de l'Etat, les provisions pour reconstitution des gisements sont inutiles.

CHAPITRE V

CONSEIL INTERGOUVERNEMENTAL DES PAYS EXPORTATEURS
DE CUIVRE (CIPEC)

98. Le Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre (CIPEC) fut créé en 1967 en application des recommandations formulées en 1963 par une mission CEA/FAO, favorable à une participation plus accrue des États dans l'industrie du cuivre 98/. Il avait été créé à la suite d'une conférence sur le cuivre qui s'était tenue en Zambie en 1969. Aujourd'hui fort de 9 pays membres, il ne regroupait, à l'origine, que la Zambie, le Chili, le Pérou et le Zaïre.

99. Le CIPEC s'est fixé comme premier objectif de proposer aux gouvernements des pays membres des mesures individuelles ou collectives - dont elle assure également la coordination - relatives au marché du cuivre, à la production et à l'expansion de ce métal, ainsi que toute autre mesure de nature à satisfaire les conditions posées par la Conférence des ministres.

Les objectifs spécifiques du CIPEC sont les suivantes :

- a) Coordonner les mesures conçues pour favoriser l'accroissement dynamique et continu des gains réels tirés de la vente du cuivre, et ce, grâce à l'expansion de cette industrie, et être en mesure de faire des prévisions fiables relatives à ces gains;
- b) Promouvoir l'harmonisation des décisions et politiques des pays membres sur les problèmes touchant la production et la commercialisation du cuivre.
- c) Obtenir, pour les pays membres des plus précises informations et plus complètes et leur prodiguer les conseils dont ils ont besoin sur la production et la commercialisation du cuivre;
- d) Lutter contre la fixation unilatérale des prix, susceptible de porter préjudice aux pays producteurs;
- e) Surveiller la liquidation et la constitution des stocks de cuivre dans le monde;
- f) Améliorer les méthodes d'établissement des contrats de vente;
- g) Harmoniser les contrats de vente entre les pays membres. 99/

98/ Commission économique pour l'Afrique, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Mission d'enquête économique sur le développement économique de la Zambie UN/ECA/FAO 1964. Voir aussi K. Warren, *Supra*, p.142

99/ Les pays ci-après sont membres associés du Conseil : Australie, Papouasie Nouvelle-Guinée et Botswana.

L'Organisation se compose de trois instances : la Conférence des ministres, le Conseil d'administration et le Bureau d'information sur le cuivre.

100. Si le CIPEC a connu quelque succès dans le domaine de l'harmonisation des politiques et techniques de commercialisation et de coordination des mesures de politique et politiques commerciales, elle a fait très peu de progrès par contre en ce qui concerne la stabilisation des prix et ce, pour plusieurs raisons. La première est que le cuivre étant un métal répandu dans le monde, aucun pays n'en détient le monopole, qu'il s'agisse des sources ou de la production. La deuxième raison est la faiblesse du volume de cuivre réellement commercialisé sur le marché mondial : l'essentiel de l'offre qui en est disponible est contrôlé par une multitude de contrats à long terme qui réduisent l'utilité qu'il y a de fixer des cours de bourse pour le métal.

101. Théoriquement, il est possible grâce à la constitution de stocks régulateurs, de résoudre, dans une certaine mesure, les problèmes posés par les fluctuations des prix. Mais l'efficacité de ce système se trouve toutefois réduite par l'insuffisance des liens de coopération entre producteurs et consommateurs, l'inadéquation des fonds mis à la disposition du gérant des stocks régulateurs et le peu de clairvoyance dont il fait preuve dans la vente et l'achat du cuivre. L'autre moyen de nature à stabiliser les cours de ce métal consiste à en limiter la production. Mais cela comporte également un danger en ce sens que les consommateurs pourraient se tourner vers d'autres sources plus économiques ou vers un autre produit de substitution. Les efforts déployés par le passé pour réduire la production avaient connu très peu de succès.

102. Le CIPEC se trouve confronté à un certain nombre d'autres difficultés indépendantes les unes des autres. En effet, le commerce mondial du cuivre est, dans une grande mesure, dominé par un quarteron de sociétés transnationales qui en contrôlent les circuits de production, de distribution et de commercialisation. Cette remarque est valable pour la plupart des pays producteurs de cuivre, à l'exception de ceux qui en ont nationalisé l'industrie. Les réserves mondiales de cuivre sont énormes, mais elles ne se trouvent pas toutes dans des pays membres du CIPEC. Les cours élevés du métal incitent les consommateurs à se tourner vers des produits de substitution tels que l'aluminium. De plus, non seulement les pays membres de l'organisation sont-ils fortement tributaires du cuivre mais encore les coûts de production varient énormément entre les pays membres qui, de surcroît, se caractérisent à leur tour par leurs différences idéologiques. Il demeure, malgré tout, que l'objectif final du CIPEC est d'amener ses membres à s'accorder sur un prix au producteur. En dépit de tous les problèmes, l'organisation continue d'oeuvrer dans le sens de la réalisation de cet objectif global.

CHAPITRE VI

CONTROLE ET PARTICIPATION DE L'ETAT DANS L'INDUSTRIE DU CUIVRE

103. Après l'accession de la Zambie à l'indépendance, en 1964, l'Etat a virtuellement limité sa participation dans l'industrie pour, plutôt, accroître les recettes fiscales que lui rapportent les activités des sociétés minières 100/; et cela, nonobstant une recommandation de 1963 de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique qui demandait la participation directe de l'Etat dans ce secteur, compte tenu de l'importance qu'il revêt pour l'économie, 101/ d'une part et, de l'autre, en dépit du fait que les sociétés minières existantes en 1964 lui avaient offert une participation minoritaire dans leurs entreprises 102/. On peut attribuer cette attitude de l'Etat à sa mauvaise volonté, alors de remédier au climat d'insécurité générale d'après-indépendance créé par les sociétés minières et leurs travailleurs 103/. L'Etat lui-même doutait cela se comprend, dans son aptitude à gérer une si importante entreprise. Cependant, il allait annoncer le 11 août 1969 sa décision de nationaliser 51 p.100 des actions ordinaires de l'industrie minière 104/.

104. Ce revirement de situation intervenu en 1969 dans la politique industrielle du pays était commandé, dans une grande mesure, par le comportement des sociétés minières étrangères opérant en Zambie. En effet, durant la période 1953-1963, alors que le pays était encore un protectorat britannique et membre de la Fédération de la Rhodésie et du Nyasaland, l'industrie secondaire, au niveau fédéral, tendait à se concentrer en Rhodésie du Sud, le Nord demeurant une source de recettes procurées par l'industrie d'exploitation du cuivre et un marché pour les produits manufacturés. En plus des industries de la Rhodésie du Sud, celles de l'Afrique du Sud servaient également les intérêts de la Rhodésie du Nord. Ainsi, les principales sociétés minières étaient-elles des filiales de maisons mères sud-africaines. Dès lors, il était devenu coutume que ces filiales zambiennes soient dirigées par le Sud. 105/.

100/ La première année après l'indépendance, une taxe à l'exportation fut instituée et le taux de l'impôt sur le revenu fut réduit. Voir "Copper Export Tax Act, 1966" et "Taxes charging and Amendment Act, 1965" (Loi sur la taxe à l'exportation du cuivre, 1966 et loi sur la fiscalité et Amendement, 1965).

101/ UNECA/FAO, Mission d'enquête économique sur le développement économique de la Zambie 39, UN. Doc. E/CN-14/302.

102/ R. Prain, Allocution prononcée devant la National Affairs Association, Lusaka, 1964.

103/ Explication de l'Etat à cela : les mines étaient trop grandes. Voir K. Kaunda, Zambia's Economic Revolution, p. 50 (1968)

104/ K. Kaunda, Towards Complete Independence, loc. cit. p.36

105/ Voir Central African Research-4, The Significance of Zambia's New Economic Programme, 1 (1968)

105. La plupart des sociétés étrangères, qu'elles soient minières ou non, se tournaient vers l'Afrique du Sud pour se procurer leurs fournitures et faisaient venir de la Rhodésie du Sud ou de l'Afrique du Sud les stocks dont elles avaient besoin. Après la Déclaration unilatérale d'indépendance de la Rhodésie, ces sociétés n'en ont pas pour autant mis fin à leurs pratiques antérieures, bien que cela s'avérât être de plus en plus contraire à la politique de l'Etat zambien surtout que celui-ci venait de répondre à l'appel lancé par l'ONU pour imposer des sanctions à la Rhodésie 106/. Le pays s'était également engagé à réduire sa dépendance à l'égard des importations en provenance d'Afrique du Sud. Cependant, on s'est rendu compte que bon nombre de sociétés étaient très peu disposées à rechercher d'autres sources d'approvisionnement en Afrique de l'Est ou ailleurs. Elles ont également manifesté, de manière on ne peut plus claire, leur répugnance à créer en Zambie les structures de sociétés dignes de ce nom et indépendantes, en fait, certaines succursales n'avaient guère plus qu'une existence nominale et ne servaient qu'à commander les produits d'importation de la Grande-Bretagne qui transitaient par elles en route pour la Rhodésie et éluder ainsi les sanctions.

106. Les effets marginaux de la politique ont favorisé les conséquences économiques que l'on connaît. Très peu de possibilités étaient offertes aux africains d'acquérir les connaissances spécialisées dans le domaine de la gestion ou de la technique. Durant la période coloniale, ils ne pouvaient obtenir des prêts de capitaux aux conditions accordées aux européens et plusieurs restrictions d'ordre juridique leur barraient le chemin de la promotion professionnelle à certains niveaux. Ainsi, jusqu'en 1960, les africains ne pouvaient-ils aucunement devenir apprentis 107/. En ce qui concerne également le niveau d'instruction, la Zambie était sérieusement handicapée : au moment de son accession à l'indépendance, le pays ne comptait que 960 africains possédant le "School certificate*" et moins de 100 gradués de l'université 108/. De ce fait, les mines étaient entièrement dirigées aux échelons supérieurs par des expatriés. En 1969, 40 000 zambiens étaient employés par les sociétés minières et essentiellement en tant qu'ouvriers non qualifiés, tandis que près de 7 000 expatriés occupaient les emplois spécialisés; au conseil d'administration de ces sociétés, ne siégeaient que 2 zambiens : un indigène et un expatrié naturalisé zambien. Ainsi qu'on peut le voir dans le tableau 9 ci-après, les efforts déployés au cours des cinq années qui ont suivi l'indépendance, en vue de zambianiser le secteur de l'industrie minière ont été largement couronnés de succès.

* NDT : Diplôme qui se rapproche du BEPC

106/ Ibid.

107/ Ibid.

108/ Enquête économique de l'ONU, op.cit., p. 34

Tableau 9. Importance du personnel expatrié dans l'industrie minière entre 1965 et 1969

Année	Effectif moyen	Embauchements	Démissions	Mutés par suite de la zambianisation
1965	7 035	902	1 131	247
1966	5 981	1 213	1 403	360
1967	5 378	1 000	1 058	292
1968	4 845	1 088	1 124	178
1969	4 727	947	1 127	100

Source : Mining Year Book of Zambia (1969)

107. L'économie zambienne avait connu une expansion rapide au cours des années 1964-1969 : avec la dissolution de la Fédération, l'Etat zambien reprenait le contrôle des recettes du pays, ce qui lui avait permis d'accroître considérablement ses dépenses. L'industrie manufacturière s'était développée à un rythme non négligeable et avait contribué, de manière sensible, à l'accroissement du produit national brut 109/. Il était inévitable que cette expansion économique rapide s'accompagnât de quelques pressions inflationnistes, aggravées par le désir de certaines sociétés de réaliser, sur de maigres dépenses d'équipement, de gros bénéfices qu'ils rapatrieraient, d'une part, et, de l'autre, de dépendre très largement des emprunts locaux pour la réalisation de leurs projets. Outre que ces emprunts sont contraires aux intérêts du pays hôte, ils réduisent en plus le montant de crédit disponible pour les entrepreneurs nationaux.

108. Devant l'absence d'une quelconque forme de contrôle des changes au cours des quelques premières années qui ont suivi l'indépendance, les sociétés étrangères ont exploité au mieux qu'elles pouvaient la liberté absolue dont elles jouissaient ainsi d'exporter les bénéfices 110/. Lors du paiement des marchandises achetées à l'étranger auprès d'organisations mères, certaines sociétés résidant en Zambie ajoutaient parfois sur le règlement de ces marchandises jusqu'à un tiers de leur coût normal. Cette supercherie leur permettait d'exporter des capitaux à un taux davantage plus élevé, provoquant du coup la hausse du coût de la vie en Zambie. Un tel comportement a été pour beaucoup dans l'exacerbation de l'animosité manifestée à l'égard des compagnies étrangères opérant dans le pays. Le principal mobile qui a milité en faveur de la politique de la participation de l'Etat dans les activités industrielles du pays était et demeure celui de veiller à ce que les détenteurs de concessions minières jouissent de ces droits dans le cadre de la réalisation des objectifs économiques et sociaux globaux du pays.

109/ Voir Central African Research, op.cit., p.2

110/ K. Kaunda, op.cit., p.7.

109. Cette politique participe également du fait que l'Etat tenait à restreindre la propriété absolue et l'exercice du contrôle total de l'industrie minière par des firmes étrangères, désir largement répandu parmi les pays en développement, surtout eu égard aux industries extractives. L'on comprendra mieux ce besoin éprouvé par l'Etat zambien de prendre part aux activités de ce secteur industriel si l'on sait qu'avant 1969 il n'existait aucune participation financière autochtone dans les activités minières. Un faible montant de capitaux autochtones avaient été investi dans les grosses sociétés minières et seule une poignée de sociétés locales exploitaient des minéraux tels que le mica ou le calcaire.

A. Termes de la nationalisation

110. Les termes de la nationalisation des industries extractives en Zambie furent négociés par l'Industrial Development Corporation Limited pour le compte de l'Etat zambien qui cependant, a donné des instructions pour que, lors de ces négociations, soient observés certains principes, à savoir :

- a) Les indemnisations se feraient sur la base d'une valeur juste représentée par la valeur comptable, à l'exclusion de l'actif incorporel de la société et de ses bénéfices futurs;
- b) Les indemnisations à verser seraient prélevées sur les dividendes futurs 111/.

111. L'Etat zambien était soumis à très peu d'influence ou de pression extérieure 112/. La Zambia Anglo-American Corporation Ltd. appartenait essentiellement à des actionnaires en Afrique du Sud et au Royaume-Uni. Les divergences de vues qui caractérisaient les positions britannique et zambienne à la suite de la Déclaration unilatérale d'indépendance de la Rhodésie avaient inhibé l'efficacité de l'influence du Gouvernement britannique. L'Afrique du Sud, quant à elle, ne pouvait non plus exercer une quelconque pression sur la Zambie à cause des mauvaises relations entre les deux pays. En ce qui concerne la Roan Selection Trust Ltd, elle appartenait principalement à des actionnaires américains notamment l'American Metal Climax qui en détenait 43 p.100 des actions. Le Gouvernement américain pour sa part, était très peu disposé à exercer une quelconque pression sur son homologue zambien afin que ce dernier fasse preuve de raison dans la définition des conditions des indemnisations. L'American Metal Climax Ltd, par contre, était nettement plus intéressée, de même que la Roan Selection Trust dont les négociateurs étaient sous la pression constante de New York afin qu'ils obtiennent les meilleures conditions possibles 113/.

² 111/ K. Kaunda, op.cit., p.37.

112/ Antony Martin, Minding their own Business: Zambia's Struggle Against Western Control (London, Hutchinson 1972) p.175

113/ R.Hall, The High Price of Principles : Kaunda and the White South (London, Hodder and Stoughton, 1969).

112. S'agissant de la nationalisation proprement dite, les négociations en elles-mêmes s'étaient déroulées de manière tout à fait normale et assez expéditive : trois mois après qu'elles aient été ouvertes, les parties en présence sont parvenues à un accord, et la nationalisation devenait effective le 1er janvier 1970. ^{114/} Les représentants des sociétés minières, plus particulièrement ceux de la Roan Selection Trust, n'ont pas aimé du tout les directives de l'Etat zambien, selon lesquelles les indemnisations s'effectueraient sur la base de la valeur comptable des sociétés. Ils soutenaient en effet que leurs pratiques comptables ayant jusqu'alors été marquées du sceau de la prudence, la valeur comptable de leurs actifs ne pouvait qu'être nettement inférieure à la réalité. Ils demandèrent alors que le calcul se fasse sur la base d'une "valeur juste" ^{115/}. La Roan Selection Trust en particulier avait réalisé sur la valeur comptable de ses actifs un pourcentage de bénéfice nettement plus important que ne le fit l'Anglo-American Corporation sur ses mines. Et c'est pour cette raison que celle-ci avait insisté que, lors des négociations, l'on tient compte de la rentabilité des compagnies.

113. Si, sur ce dernier point, l'Etat zambien avait opposé un refus, il s'était rallié par contre à la suggestion d'envisager la question des actifs de la mine de la RST à Luanshya sous un angle différent, actifs dont certains pouvaient être considérés comme du capital nouveau. C'est ce qu'il fit lors de l'évaluation de la valeur comptable de la Roan Selection Trust. ^{116/} Les clauses officielles de la nationalisation furent signées le 24 décembre 1969. ^{117/} L'accord devait être conclu entre les principales parties suivantes : d'abord entre l'Etat zambien et l'Industrial Development Corporation, alors filiale appartenant entièrement à la société d'Etat "Zambia Industrial and Mining Corporation Ltd", d'une part et la Zambia Anglo-American Corporation Ltd, de l'autre; puis entre l'Etat zambien et l'Industrial Development Corporation Ltd, d'une part, et la Roan Selection Trust Ltd de l'autre. ^{118/} Ces deux accords distincts avaient défini les clauses en vertu desquelles l'Etat zambien acquerrait 51 p.100 des intérêts des sociétés minières.

114. La Mine Acquisition (special provisions) Act de 1970, Loi de 1970 sur l'acquisition des mines (dispositions spéciales) donnait suite à la nationalisation de l'industrie du cuivre et à l'accord auquel sont parvenues les différentes parties conformément à l'acte de nationalisation. L'effet recherché dans cette loi est de pouvoir intégrer bon nombre des clauses clefs des accords cadres dans le droit écrit zambien. En vertu des dispositions de l'Article 4 de ladite loi, l'Etat zambien garantissait, de manière inconditionnelle, qu'en ce qui concerne le paiement des intérêts et du principal de toute obligation ou titre, l'Industrial Development Corporation respecterait tout engagement qui la lierait aux deux sociétés minières. Les dispositions du même article autorisaient le ministère des finances, selon les clauses et conditions qu'il estimait appropriées, à garantir

^{114/} Mines Acquisition (Special Provisions) Act No. 28 de 1970. Supra, 2

^{115/} A. Martin, *op.cit.*, p.169

^{116/} *Ibid.*

^{117/} Mines Acquisition (Special Provisions Act) Act No. 28 de 1970 *op.cit.*, 2

^{118/} *Ibid.*

le paiement, par l'Industrial Development Corporation Ltd., de toute somme due au titre de tout acte de fidéicomis ou contrat synallagmatique par lesquels les obligations, ou une quelconque d'entre elles, ont été constituées, le paiement à tout individu, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Zambie, de tout emprunt ou dette qui lui est due par les deux ou l'une quelconque de ces sociétés, les sociétés constitutives ou par une société d'exploitation, ainsi que l'acquittement de telles obligations ainsi qu'il le juge nécessaire ou commode eu égard aux accords-cadres, à l'un ou l'autre accord ou à leur exécution 119/.

115. La Zambia Industrial and Mining Corporation avait acquis puis cédé par la suite à la Mines Industrial Development Corporation les 51 p.100 d'intérêt qu'elle détenait dans les opérations d'extraction, de fonte et d'affinage des filiales de la Roan Selection Trust Ltd. Cette cession s'était effectuée d'une part grâce à la fusion des Luanshya Mines Limited et Mwinilunga Mines Limited avec les Mufulira Mines Limited, qui furent rebaptisées ultérieurement Roan Consolidated Mines Ltd, et, d'autre part, grâce à l'acquisition, plus tard, par la Zambia Industrial and Mining Corporation Ltd. de 51 p.100 des actions de la Roan Consolidated Mines Ltd. Le montant des compensations dont il était convenu et qui devait être versées en dollars E.-U. était de K 84,15 millions. Dans le cas de l'Anglo-Américan Corporation Ltd., les mines, l'actif et le passif de l'exploitation minière de la Nchanga Consolidated Copper Mines Ltd, de la Rhokana Copper Refineries et de la Rhokana Copper Refineries revenaient à la Bancroft Mines Ltd. qui prendra plus tard le nom de Nchanga Consolidated Mines Ltd. le montant des indemnités qui devaient être versées à l'Anglo-American Corporation Limited, payable en dollars des Etats-Unis, était de K 125, 766 millions.

116. Le prix des avoirs était calculé sur la base de la "valeur comptable" au 31 décembre 1969, 120/ sauf dans le cas de la Luanshya Mine de la RST, examiné plus haut. Pour ce qui est du mode de paiement, il était convenu que les paiements seraient prélevés sur les bénéfices futurs, 121/ autrement dit sur les 51 p.100 d'actions que l'Etat détenait dans les sociétés. Le paiement des 51 p.100 d'intérêt dans la Roan Consolidated Mines Ltd. et la Nchanga Mines Ltd. (anciennement la Zambian Anglo-American), s'est effectué par l'émission de titres de la Zambia Industrial and Mining Corporation Ltd. dans le cas de la Roan Consolidated Mines Ltd., et d'emprunts sur titres dans le cas de la Nchanga Consolidated Mines Ltd. Les titres de la Zambia Industrial and Mining Corporation de 1978 ainsi que ses emprunts sur titres de 1982 étaient entièrement et inconditionnellement garantis par l'Etat zambien, librement négociables et remboursables en dollars des Etats-Unis 122/.

119/ Ibid. S.4

120/ Voir Accord cadre

121/ Ibid.

122/ Ibid.

117. L'Etat avait adopté un certain nombre de mesures en ce qui concerne les conditions des indemnisations. Il était convenu que les plans d'arrangement adoptés dans le processus de réorganisation de la Zambia Anglo-American Corporation Ltd et de la Roan Selection Trust Ltd., en vertu de l'acquisition par l'Etat de ses 51 p.100 d'intérêt, n'étaient soumis à aucun droit zambien des sociétés ni à la loi sur les droits de timbre 123/. L'Etat avait également promis que le taux global des taxes payables par le Roan Consolidated Mines Ltd. et la Nchanga Consolidated Mines Ltd. ne subirait aucune augmentation et que ces sociétés n'auraient aucune taxe à payer sur leurs dividendes tant qu'une quelconque partie des emprunts sur titres de la Zambia Industrial and Mining Corporation de 1982, et les obligations de la Zambia Industrial and Mining Corporation de 1978 seraient en souffrance, comme c'est le cas certainement.

118. L'autre promesse qu'il avait faite est que tous les paiements effectués eu égard aux titres et emprunts sur titres seraient exonérés de toutes les taxes zambiennes. En outre, ni la Roan Consolidated Mines Ltd. ni la Nchanga Consolidated Mines Limited ne seraient assujetties au paiement discriminatoire d'un quelconque droit de timbres, impôt direct ou droits d'importation 124/. Le gouvernement avait également accepté de promulguer une loi -- et il le fit par la suite -- en vertu de laquelle seraient soustraits aux dispositions réglementaires régissant le contrôle des changes tous les paiements effectués eu égard aux titres, emprunts sur titres de la Zambia Industrial and Mining Corporation Ltd. et tout dividende obtenu sur le reste des actions que détiennent la Roan Selection Trust Ltd et la Zambia Anglo-American Corporation Ltd. respectivement dans la Roan Consolidated Mines Ltd. et la Nchanga Consolidated Mines Limited. 125/

119. En outre, des contrats de gestion furent conclus entre l'Anglo-American Corporation Ltd. et la Roan Selection Trust Ltd. d'une part et l'Etat zambien de l'autre. L'objectif ainsi visé était de s'assurer que ces anciens propriétaires fournissent aux compagnies minières tous les services nécessaires dans les domaines afin de maintenir le fonctionnement normal de l'activité économique et des opérations de la RCM et de la NCCM de manière tout aussi efficace au moins et, du point de vue qualité, à un niveau au moins égal à celui desdites compagnies avant la nationalisation et ce, dans le sens de l'optimisation de la production et du profit 126/ de ces compagnies et de leurs filiales. La contribution que l'Etat zambien attend de ses deux cosignataires de ces accords est la fourniture de services en matière de planification des opérations de production et des dépenses d'équipement, de services d'études et de construction mécanique, ainsi que de recrutement de personnel expatrié d'opérations d'achat tant à l'intérieur qu'en dehors de la Zambie. Pour ce qui est de la commercialisation du cuivre, la Roan Selection Trust était le représentant exclusif de la RCM dans tous les pays et pouvait dans l'exercice de ces fonctions, s'appuyer sur les infrastructures de vente existantes. D'une manière générale, les contrats garantissaient que

123/ Mines Acquisition (Special Provisions Act), op.cit., S.5

124/ Voir Income Tax (Special Provisions) Act, 1970 et Income Tax (Amendment) Act, 1970.

125/ Accords cadres.

126/ Ibid.

l'Etat n'interviendrait jamais dans la gestion des sociétés. Ces contrats étaient établis soit pour une durée minimum de dix ans au bout desquels ils pouvaient être résiliés, avec un préavis de deux ans, soit jusqu'à ce que les obligations et emprunts sur titres aient été remboursés, selon les stipulations de l'une ou l'autre clause qui se réaliserait la dernière.

B. Annulation des contrats de gestion et de vente

120. Le 31 août 1973, le Gouvernement zambien annonçait qu'il résiliait les contrats de gestion, 127/décision unilatérale prise en violation des accords de 1969 en vertu desquels l'annulation illégale de ces contrats avant le remboursement des obligations rendait ces dernières immédiatement remboursables. L'Etat remboursa donc immédiatement toutes les obligations qu'il devait. Après de longues négociations, les parties parvinrent à des accords mettant fin aux contrats de gestion, accords qui furent signés le 15 novembre 1974 et le 26 février 1975. Pour toute indemnisation, l'Etat avait payé la somme de K33 millions. La NCCM devait verser une indemnité à l'Anglo-American Group pour tout montant dont cette dernière serait redevable par suite de la résiliation des contrats qu'elle aurait conclus dans le cadre de l'exercice de ses fonctions en vertu des accords de 1970. Cette disposition était applicable dans les cas où ces contrats ne seraient pas repris, à son compte, par la nouvelle société de commercialisation d'Etat. En vertu de ces accords, la Nchanga Consolidated Copper Mines Ltd. et la Roan Consolidated Mines Ltd. devenaient des entreprises autonomes. Une société locale, La Metal Marketing Corporation of Zambia, fut créée pour prendre en charge la commercialisation de tous les métaux et produits miniers de la Zambie 128/.

127/ Times of Zambia, du 1er septembre 1973

128/ La Metal Marketing Corporation est constituée en société dotée de la personnalité morale en vertu de la Zambian Company Law (Droit des sociétés zambien)

CONCLUSION

121. Nous avons étudié, dans les sections précédentes, l'évolution de l'industrie du cuivre, l'importance qu'elle revêt pour l'économie zambienne, la commercialisation du cuivre en Zambie et les régimes de fiscalité qui l'accompagnent, ainsi que les efforts déployés par l'Etat pour prendre part aux activités de l'industrie extractive du cuivre et en assurer le contrôle. Tous ces efforts visaient à accroître les richesses du pays et à procurer des recettes fiscales à l'Etat. A l'instar des autres pays en développement producteurs de cuivre, la Zambie se trouve confrontée à de graves problèmes qui se posent dans son industrie du cuivre. La plupart des mines de cuivre, dans ces pays, avaient été mises en valeur par d'importantes sociétés privées étrangères qui, mettant à profit les autres intérêts qu'elles ont ailleurs dans le monde, contrôlent les marchés d'exportation du cuivre.

122. La caractéristique principale du marché international du cuivre a toujours été le degré élevé de concentration et de contrôle. Les sociétés transnationales cherchent - ce n'est plus un secret - à maximiser les profits qu'elles tirent de leurs capitaux et autres avoirs en rapport avec les activités d'exploitation minière. Souvent, leurs intérêts jurent avec les efforts déployés par les pays hôtes en vue de la réalisation de leurs objectifs de développement national. Jusqu'à une date récente, seuls quatre pays en développement, en l'occurrence le Pérou, la Zambie, le Chili et le Zaïre, détenaient une part majoritaire dans les exportations mondiales de cuivre.

123. La nationalisation des mines de cuivre zambiennes, les uns après les autres en 1970, a mis un terme à la propriété étrangère de l'industrie de ce métal dans ce pays. D'une manière générale, les mesures prises par la Zambie en 1970 ont contribué à l'accroissement de la participation de l'Etat dans l'industrie du cuivre et conforté son pouvoir de négociation. Quand bien même il est vrai que l'efficacité de ces mesures sera fonction de l'efficacité des cadres et du personnel technique zambiens, la résiliation des contrats de gestion conclus avec les sociétés transnationales n'en a pas moins institué un cadre approprié pour assurer le contrôle de l'industrie du cuivre par l'Etat zambien.

124. La Zambie a eu, à divers moments, à conclure des accords contractuels globaux relatifs à l'indemnisation qu'elle doit verser par suite de la nationalisation, aux arrangements en matière de commercialisation et aux services de consultation dans le domaine de la gestion. Ce n'est pas un cas unique que celui de la Zambie à cet égard. En effet, la plupart des pays en développement estiment, et pour plusieurs raisons, que la conclusion de tels accords contractuels globaux avec les investisseurs est nécessaire lorsqu'ils envisagent de réaliser des projets d'exploitation minière à grande échelle. Dans certains cas, cette nécessité ne procède que du seul désir manifesté par le pays hôte à la pensée des profits qu'il pourrait en tirer. Dans d'autres, il appert que la conclusion d'accords contractuels spéciaux est indispensable à cause de l'inadéquation, parfois, de la structure législative en place. C'est ce genre d'arrangement que préfèrent les sociétés minières pour la double raison qu'il leur permet non seulement d'exercer un certain contrôle sur les prescriptions du pays hôte en matière de législation et d'administration mais en plus cela leur permet de s'en protéger.

125. Le pouvoir de négociation de la plupart des gouvernements, notamment ceux des pays en développement, s'est raffermi davantage grâce à diverses déclarations de l'ONU concernant la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles. Ce sont là des faits nouveaux que la communauté internationale a acceptés et que les négociateurs, désormais en meilleure posture, peuvent invoquer lorsqu'ils se trouvent en face d'interlocuteurs des sociétés transnationales avançant des propositions peu raisonnables. Certains pays comme la Zambie commettent cependant des erreurs en concluant parfois des accords pour se rendre compte par la suite qu'ils sont contraires à leurs intérêts. Bien qu'ils puissent user de toutes dernières techniques de négociation, nombre de pays en développement ne sont pas en mesure d'en tirer le meilleur parti. Par conséquent, même s'il parvenait à arracher à l'investisseur de meilleures conditions, le pays hôte ne serait pas suffisamment préparé pour les négocier. Cela est dû surtout au fait que les sociétés transnationales tiennent à tout prix à sauvegarder la position favorable qui a toujours été la leur dans les négociations.

126. Il importe, dès lors, que la Zambie acquière le savoir-faire et les connaissances techniques indispensables si elle tient à obtenir les meilleures conditions dans tout accord auquel elle serait partie. Il lui faudra également, pour se faire, dispenser à ses futurs négociateurs une formation adéquate leur permettant de s'acquitter, ainsi qu'on est en droit de l'attendre d'eux, de la tâche qui leur sera confiée. En d'autres termes, pour ce qui est des négociations portant sur le secteur minier, les négociateurs devront être au fait des évolutions intervenant dans tous les aspects des accords dans ce domaine, notamment en ce qui concerne les régimes fiscaux et les systèmes juridiques. Ce n'est qu'alors, qu'un pays comme la Zambie pourra améliorer considérablement la position désavantageuse dans laquelle la tiennent les sociétés transnationales et, partant, maximiser les bénéfices qu'elle peut réaliser des opérations de ces sociétés.